

Met als nederlands-talige bijlagen

le prolétaire

parti communiste international



supplément pour la Belgique et les Pays-Bas

trimestriel MAI 81 n° 14

Ed Resp. Mr Arnolcy, BP 199, 1060 BRUXELLES 6
CCP : J. Arnolcy : 000-0943681 - 65 Liège.

20 fb.

Editorial :

Face à

l'austérité,

organisons

la riposte !

Tous les marchandages, toute la mise en scène entre les patrons, le gouvernement et les bureaucraties syndicales pour la formation du dernier gouvernement n'a été que le rideau de fumée qui a servi à cacher un seul et même but commun : imposer coûte que coûte les sacrifices à la classe ouvrière.

-Page I-

**Répression :
quelle riposte ?**

Avec l'approfondissement de la crise, la bourgeoisie jette peu à peu le masque : la répression s'intensifie et du même coup apparaît le besoin d'y faire face par une active solidarité de classe. Dans cette première partie, nous décrivons la répression au quotidien et contre les militants.

- Page 2 -

**La naissance
d'"Union des Travail-
leurs en Lutte"**

Face à la signature de la "paix sociale", des travailleurs réagissent et s'organisent. "Union des Travailleurs en Lutte" s'inscrit dans cette perspective, mais cela pose en même temps tous les problèmes liés à la reconstitution de véritables organismes de lutte prolétarienne, sur le terrain revendicatif.

- Page 4 -

En néerlandais :

EDITORIAL :
ELECTIONS : LE PARLEMENTA-
RISME DU PVDA ET DU CPN

EL SALVADOR

NOTES SYNDICALES /
NSM, FORD

NOTES POLITIQUES /
SQUATTERS
SURINAM
Prisonniers politi-
ques en RFA.

LE M. O. C. : UN ALLIÉ OU
UN OBSTACLE DE PLUS

LES TENTATIVES D'ORGANI-
SATION DES CHOMEURS.

VIE DU PARTI :
NOUVELLES PUBLICATIONS.

LA GUERRE CIVILE AU
SALVADOR.

REPRESSIÖN A LA STIB

SOLIDARITE AVEC LES
PRISONNIERS POLITIQUE
EN ALLEMAGNE.

FACE A L'AUSTERITE : ORGANISONS LA RIPOSTE !

Tous les marchandages, toute la mise en scène entre les patrons, le gouvernement et les bureaucrates syndicaux pour la formation du dernier gouvernement, n'ont été que le rideau de fumée qui a servi à cacher un seul et même but commun : imposer coûte que coûte les sacrifices à la classe ouvrière.

Pour les travailleurs, la politique de la bourgeoisie signifie : augmentations des cadences, diminution des salaires (jusqu'à 10 % !), licenciements massifs; pour les chômeurs, les allocations toujours plus misérables et difficile à obtenir, ce qui laisse des milliers de prolétaires sans ressource. Les fameuses "garanties" que la bourgeoisie avait concédées ces trente dernières années pour s'assurer la paix sociale, disparaissent. La bourgeoisie remet en question la liaison des salaires à l'index, introduit le travail temporaire massivement dans le secteur public...

Tout cela accompagné du renforcement des "forces de l'ordre" : toujours plus de flics pour les contrôles quotidiens, l'intimidation des jeunes; ratonnades, expulsions des immigrés; interventions régulières de la gendarmerie contre les piquets de grève, licenciements de délégués et militants syndicaux. Déjà la bourgeoisie envisage la révision du droit de grève, à l'image des autres bourgeoisies européennes.

Pourtant toutes ces mesures ne suffisent pas à rendre la santé à l'économie. En un trimestre, la dette de l'Etat s'est accrue de 183 milliards; 43 milliards de plus que l'an dernier à la même époque.

Face à cette situation, le Parti Libéral alerte: "les mesures ne sont pas suffisantes" ! La bourgeoisie belge, de la droite aux sociaux démocrates le sait aussi. D'ailleurs le Parti Socialiste assume la politique d'austérité : il est au gouvernement, et a même été à l'initiative de nombreuses lois anti-ouvrières (plan Spittaels, Dewulf .. etc).

La FGTB et la CSC, qui prétendent défendre la classe ouvrière, ont signé la "paix sociale", en présentant l'accord interprofessionnel comme une victoire. Si elles refusent en parole que l'on touche à l'index, elles se déclarent prêtes à négocier ! A négocier quoi ? Les "fameux" plans industriels, les investissements; bref, la façon de pouvoir faire passer l'austérité, en évitant ou en contrôlant le mieux possible les réactions de la classe ouvrière. Ce qu'elles se sont acharnées à faire lors des dernières grèves, en épuisant les ouvriers dans des manifestations promenades, des arrêts de travail sans lendemain, ou en dressant les ouvriers des différentes régions les uns contre les autres, et même contre les ouvriers des autres pays. Elles reconnaissent la nécessité de l'austérité, pourvu qu'elle soit "équitable" !

Quant aux partis comme le PCB ou les trotskystes de la LRT, ils demandent au PS de sortir du gouvernement ... avant qu'il ne soit complètement discrédité sans doute ! Et alors

que les directions syndicales trahissent les intérêts ouvriers, ces mêmes partis, ainsi que les maoïstes du PCB, appellent la FGTB et la CSC à s'unir pour prendre en charge la lutte de classe!

Travailleurs, camarades,

Nous n'avons rien à attendre de ces partis et de leurs manoeuvres. Derrière leurs querelles se cachent leur alignement et leur aplatissement devant l'ordre bourgeois !

La bourgeoisie n'a jamais cédé face à des mots et des manifestations pacifiques. Seule la GREVE VERITABLE, avec de réels piquets, l'organisation de la force de classe peuvent faire reculer la bourgeoisie, ses chiens de garde (flics, gendarmerie ...), ses larbins (PS, PC, directions syndicales ...).

Comment la bourgeoisie polonaise, pourtant à la tête d'un Etat super-policier, a-t-elle du reculer, sinon face à la lutte collective, ouverte, et directe des travailleurs ! Comment compte-t-elle aujourd'hui reprendre d'une main ce qu'elle a donné de l'autre, sinon avec l'appui de dirigeants syndicaux ou politiques reformistes, formés à l'image de l'Occident, comme Walesa ou Kuron !

C'est pourquoi la classe ouvrière doit s'organiser, ne serait-ce que pour pouvoir se défendre contre les attaques de la bourgeoisie, en dehors du contrôle des partis reformistes ou des directions syndicales archi-pourries ! Les travailleurs en lutte ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour étendre leur grève, pour obtenir la solidarité. Mais peu à peu à travers cette activité de classe, les travailleurs d'avant-garde doivent construire un véritable réseau de solidarité et de lutte prolétariennes.

Camarades,

La classe ouvrière ne peut cependant pas se contenter de se défendre face au capital. Regardez la Pologne, la bourgeoisie ne peut céder davantage, ne serait-ce que pour remplir l'assiette des travailleurs, car l'économie nationale est en faillite.

Il faut en finir avec l'exploitation capitaliste, avec cette vie de misère et d'oppression, avec cette société qui va tout droit à la guerre, où les capitalistes veulent, une fois de plus pouvoir sacrifier des millions de prolétaires pour leur profit !

Partout la crise économique s'aggrave, aussi bien dans les pays capitalistes que dans ceux qui n'ont de socialiste que le nom ! La crise montre que le capitalisme n'a pas de frontière. Mais les ouvriers en grève de la FIAT en Italie, à l'automne dernier, en criant "Gdansk, Gdansk" en rappelant la lutte de leurs frères polonais, ont montré que la classe ouvrière est internationale. La bourgeoisie est, elle aussi, internationale,

REPRESSION : QUELLE RIPOSTE ? . 1 .

Récemment, le Soir (du 27.3.81) se fait l'écho de "l'inquiétude" qui l'aurait saisie après l'annonce d'un projet visant à mettre entre les mains d'un seul ministre la justice et les polices (y compris la gendarmerie pour le maintien de l'ordre). "Etrange conception de la séparation des pouvoirs" concluait le plume bourgeois. Pas si étrange que ça !

En effet, depuis le début de la crise, la tendance est à la centralisation et au renforcement de l'appareil répressif bourgeois. Il faudrait être aveugle pour ne pas s'en apercevoir. De ce point de vue, les "barrières traditionnelles" existantes ne tiennent pas longtemps: justice et polices s'intégrant parfaitement et la "régionalisation" n'affecte en rien des rouages aussi nécessaires : la répression est de plus en plus strictement centralisée ! Nous n'allons pas revenir ici en détails sur les multiples affaires et faits qui ont, ces dernières années ou ces derniers mois, illustrés le renforcement de la répression bourgeoise. Citons simplement :

- affaire Grandorge
 - microfiches B (et perquisitions contre "Pour" !)
 - Fichage des syndicalistes, utilisation de l'article 2 bis de la loi sur les milices privées contre 2 délégués (FGTB et CSC) suite à une action des ouvriers licenciés des MRAA à Arlon Athus
 - Intervention brutale de la gendarmerie au Limbourg, pendant la grève des mineurs turcs (Décembre 79)
 - Création du groupe TREVI et discussion de la convention sur l'espace judiciaire européen
 - Renforcement de la gendarmerie
 - Utilisation de l'informatique pour un fichage général et "préventif"
 - Multiplication des opérations coup de poing
 - Intervention brutale des policiers contre des manifestations (même petites, ultra-démocratiques, comme cette manifestation contre l'Apartheid en 78 à Bruxelles où 44 personnes, sur 50 manifestants, furent arrêtés "administrativement") et toujours démonstration de force de leur part (déploiement en hommes et en matériel considérable)
 - Grandes manœuvres de Turnhout en juin 79 (sur scénario de guerre civile)..
 - Arbitraire total en ce qui concerne les étrangers.
- Voilà pour les oeuvres des corps répressifs étatiques et donc légaux.

Mais ce n'est pas tout, il faut aussi compter avec les forces d'extrême-droite et les bandes para-légales de la bourgeoisie :

- Exactions et entraînements militaires du VMO et du front de la jeunesse (avec des condamnations dérisoires lorsque le "scandale" éclate - crime de Laeken -)
- Interventions brutales contre les jeunes et les immigrés des fameuses sociétés de gardiennage comme à City 2 Bruxelles, Wackenhat (Belguim SA).

Enfin, on ne peut ignorer les tentatives ou les projets dont le but est d'augmenter l'arsenal répressif de l'Etat bourgeois :

- Projet VDB (72-73) sur la "défense globale de la nation" qui revient toujours sur le tapis
- Création d'une défense militaire intérieure (la DOT)
- Projet d'"investissements de défense civile" (contre le droit de grève en temps de crise et pour la "mobilisation économique")
- Remaniement des lois sur les milices privées
- Banque européenne des données (TREVI)

LA REPRESSION AU QUOTIDIEN

Ce sont là les faits saillants de la politique répressive de la bourgeoisie. On aurait tort de croire qu'il s'agit là de bavures, de dispositions purement préventives ou de mesures prises à l'encontre d'extrémistes avérés. Leur juxtaposition suffit à démontrer qu'il est question aujourd'hui :

- 1 - de frapper des éléments en lutte souvent isolés,
- 2 - de mener une politique large d'intimidation (la "prévention" signifie en fait, la violence terroriste de l'Etat ou des bandes para-légales contre des individus pris au hasard)
- 3 - de renforcer rapidement des forces et des appareils de répression en vue d'affrontements avec la classe ouvrière à une grande échelle.

L'expérience de la classe accumulée par la bourgeoisie lui enseigne l'"art" de la répression. Elle doit être capable de passer d'une situation globalement calme et pacifique à une période agitée et même de guerre civile tout en contrôlant la situation.

Aujourd'hui la crise économique a de sérieuses répercussions sur le plan social : la bourgeoisie sait qu'elle doit être capable de frapper des ouvriers en révolte contre les licenciements (cas de la MRAA cité plus haut), de faire régner la peur de l'uniforme dans les cités ouvrières, surtout là où se trouvent rassemblés les jeunes chômeurs et les immigrés (opérations "coup de poing") et protéger les quartiers riches (vigiles, chiens ...). D'ailleurs la loi n'a alors que peu d'importance (le jeune tabassé dans un commissariat n'y retournera pas pour porter plainte) ou bien elle s'identifie déjà à l'arbitraire : on ne peut être détenu sans mandat d'arrêt sauf si on est étranger (plusieurs milliers par an !!).

De fait, la dégradation des conditions matérielles de vie de la classe ouvrière pousse à la révolte, surtout dans la jeunesse. La répression s'adapte à cette situation, elle la précède, on le sait de près. Cependant la révolte individuelle ou les manifestations spontanées contre la répression ne peuvent suffire, il faut dès maintenant s'organiser pour y faire écho au maximum.

Comment ?

D'abord en faisant circuler de nombreuses informations sur les cas précis de répression.

En rassemblant à partir de la dénonciation des exactions policières, fascistes, de milices patronales ou privées, tous les prolétaires et les jeunes qui ne veulent pas les subir sans broncher, sans réagir. Il faut montrer que demain, ce qui se passe à une échelle encore relativement réduite ou ponctuellement va devenir beaucoup plus général, que les travailleurs, les jeunes, les immigrés (travailleurs ou étudiants) doivent apprendre à se préparer et à s'organiser contre la répression dès maintenant pour avoir le maximum de liberté de mouvement demain. L'objectif doit être de passer de la dénonciation à l'ACTION DIRECTE COLLECTIVE en rejetant les méthodes dites démocratiques, telle que les pétitions, les délégations pacifiques, la défense juridique etc .. Celles-ci par elles-mêmes ne peuvent donner aucun résultat. A la force organisée de l'adversaire, nous devons opposer à opposer notre force organisée de classe. Pratiquement cela veut dire l'utilisation de véritables piquets de grève dans les luttes revendicatives, pour s'opposer aux jaunes, aux vigiles, aux forces de l'ordre. Concrètement cela veut dire le rassemblement des jeunes et des immigrés, la violence organisée collectivement contre le contrôle policier dans les quartiers et là encore une bonne organisation pratique vaut mieux que de belles paroles !

LA REPRESSION POLITIQUE

Mais la répression prend parfois la forme d'une attaque directe contre des militants ou individus bien précis : affaire Grain d'orge, poursuite contre "Pour" ou emprisonnement de Michel Strée .

Quelle attitude prendre dans de tels cas, alors que l'on approuve pas forcément l'action politique ou les méthodes des militants ou individus poursuivis ? Les révolutionnaires communistes et internationalistes ne sauraient montrer leur soutien aux victimes de la répression bourgeoise. Car au-delà des cas précis, la bourgeoisie vise à intimider l'ensemble des travailleurs, des jeunes en révolte et le fait que les dossiers soient bien souvent vides ou peu conséquents est la preuve ! Ce n'est pas tant la condamnation des éléments emprisonnés ou poursuivis que la bourgeoisie cherche à obtenir, bien que ce soit parfois son but. Elle veut surtout taper du poing sur la table et dire à tous ceux qui veulent se lever contre cette société de misère et d'exploitation : "attention, nous le permettrons pas" ! Certes, il y a aujourd'hui deux manières de se mobiliser contre la répression politique : ou bien la méthode démocratique, inter-classiste (et c'est bien celle-là qui tient le devant de la scène) ou bien la méthode classiste. Ce sont les démocrates, les petits bourgeois, qui font du tapage autour de la répression et réclament "plus de démocratie". Faut-il en déduire que les révolutionnaires ou même les travailleurs d'avant garde devraient ne pas se mobiliser contre la répression ? Faut-il au nom de la lutte contre les idées démocratiques, qui certes s'opposent à la perspec-

tive révolutionnaire (un Etat démocratique éviterait la révolution !), se laver les mains du sort des militants emprisonnés ? Nous disons qu'une telle attitude serait au mieux infantile et au pire carrément opposée au renforcement de la classe ouvrière. Pour pouvoir lutter contre les démocrates bourgeois ou petits-bourgeois il faut faire la démonstration pratique que leur méthode est fautive et montrer l'efficacité de la lutte de classe pour soutenir les victimes de la répression bourgeoise. De même que la lutte revendicative permet, au fur et à mesure qu'elle prend de l'ampleur et de la force, de montrer la position capitulante et anti-ouvrière des réformistes et des bonzes syndicaux, la lutte résolue contre la répression bourgeoise en utilisant des méthodes de classe (débrayages, grèves contre la répression, auto-défense ouvrière ...) doit démasquer l'hypocrisie des démocrates bourgeois et petits-bourgeois.

Il est évident aujourd'hui, que dans la lutte contre la répression politique ou syndicale, il s'agit, comme dans la lutte revendicative, de poser les premières pierres !

Dans un prochain article, nous ferons le point sur les mesures prises par la bourgeoisie dans le domaine du fichage généralisé et de l'"office des étrangers". Ceci illustrera concrètement la préparation avancée de la bourgeoisie contre les secousses sociales qui se préparent.

A BAS L'INTERNATIONALE DES FLICS !

Il a fallu la mort de Sigurd Debus pour que la grande presse parle de la grève de la faim des prisonniers politiques en Allemagne.

Après avoir déchargé tout le poids de son appareil répressif sur ceux qui avaient osé affronter les armes à la main l'Etat bourgeois, la bourgeoisie les torture en prison grâce à l'isolement total. Ainsi la principale de leurs revendications était :

- Le regroupement des prisonniers politiques et la suppression du contrôle électronique total.

Le gouvernement allemand a tout fait pour enrayer la circulation de l'information sur cette grève, en intimidant et en réprimant toute tentative de solidarité. Ainsi la police est intervenue contre les manifestations qui avaient lieu cependant et a procédé à de nombreuses arrestations. Toute personne prise avec un tract contenant les revendications des prisonniers est aussitôt inculpée et jugée pour soutien à une "association de malfaiteurs" !

Toutes les bourgeoisies européennes ont été solidaires de la bourgeoisie allemande, de même qu'elles sont solidaires de l'impérialisme anglais face aux prisonniers de l'I.R.A.

Suite p 7

LA NAISSANCE D'"Union des Travailleurs en Lutte"

Un groupe de travailleurs qui publie le bulletin "Chantier", a pris récemment l'initiative d'appeler à une discussion et à une mise en commun de l'expérience acquise par des travailleurs qui affrontaient les mêmes problèmes que lui en Belgique.

Voici quelques extraits de leur appel :

"Le groupe "Chantier" regroupe des travailleurs du bâtiment. Il s'est créé depuis 4 ans à partir de militants ouvriers lassés de se battre seuls dans leur entreprise et de voir chacune de leur tentative de lutte sur leurs chantiers torpillées par les bureaucraties syndicales. (...)

"Devant tout cela "Chantier" fait appel à tous ceux qui ont, ces dernières années tenté de faire revivre la lutte ouvrière. Nous sommes bien conscients que notre expérience est limitée dans le temps, et dans un seul secteur. Il faut reconnaître qu'on a encore beaucoup à faire et à apprendre. La pratique de l'opposition syndicale pose de nombreux problèmes. Pour les résoudre et pour faire progresser notre lutte, il serait plus qu'utile de confronter nos expériences, nos perspectives avec tous ceux qui mènent un combat semblable au nôtre. Et de toute manière, sous peine de verser dans le corporatisme, l'opposition syndicale ne peut se limiter au secteur de la construction"

Le résultat de cette discussion a été la constitution d'Union des Travailleurs en Lutte (UTL).

Ce groupe s'est constitué sur la base de quelques idées claires : UTL est ouverte à tous les travailleurs combattifs, indépendamment de toute chapelle politique ou syndicale (FGTB ou CSC ou non-syndiqués), qui refusent l'austérité les sacrifices pour sauver l'économie nationale, qui refusent la paix sociale.

Un premier tract d'UTL, après avoir dénoncé l'accord interprofessionnel, et le travail de division et de sabotage des directions syndicales, se termine ainsi :

"Comment venir à bout de l'isolement, du manque de contact, du manque d'information ? Comment organiser la solidarité d'une manière efficace ? Comment déjouer les manœuvres de division et de sabotage ?

Pour rompre le cloisonnement entre les différents secteurs, entre usines, entre chômeurs et travailleurs, pour mettre en commun la combativité qui se manifeste partout, il ne faut pas compter sur les syndicats actuels mais sur tous les travailleurs prêts à une lutte solidaire, organisée et coordonnée."

La lecture de ce passage montre l'envergure des problèmes auxquels se trouvent confrontés aujourd'hui les travailleurs qui se placent sur le terrain de la lutte ouverte et cherchent une voie en dehors du contrôle des directions syndicales. Le simple fait que des travailleurs de différents secteurs et régions essayent de s'organiser pour surmonter les divisions et les sabotages des bureaucraties syndicales est déjà un motif suffisant non seulement pour soutenir avec le maximum d'effort

cette démarche mais plus encore pour appeler les prolétaires combattifs à s'y associer. Il est aussi évident que ces contacts ne viendront pas spontanément, par le seul fait d'appeler à la solidarité et à l'organisation.

S'il est juste et utile de montrer clairement les problèmes que nécessairement devra rencontrer tout regroupement de travailleurs prêts à se battre d'une façon organisée, il est encore plus nécessaire de signaler précisément les moyens, les canaux par lesquels y arriver.

Alors que faire pour construire l'organisation dont les travailleurs ont besoin pour leurs luttes immédiates ?

Cette organisation ne pourra être que le résultat d'un travail mené patiemment avec des hauts et des bas.

Il faut profiter des rares mais précieuses possibilités qui se présentent pour prendre contact avec des travailleurs des autres entreprises et régions, pour faire circuler l'information concernant les grèves, (qui se heurtent souvent à un mur du silence), les conditions de travail, les revendications, pour échanger les expériences, les contacts ..

Et dans ce travail de liaisons, de contacts, de construction d'un petit (non par principe mais par la force des choses) réseau de solidarité, l'UTL ne peut être seulement un porte parole, un propagandiste mais doit être surtout un outil pratique.

Il doit prendre l'initiative de s'adresser aux ouvriers, lors de grèves, de manifestations, concentrations, prendre à sa charge l'extension de la solidarité vers les travailleurs en grève, en participant aux piquets, en réclamant le soutien financier auprès des travailleurs des autres entreprises, se déplacer d'un endroit à un autre pour participer aux manifestations de lutte et de vie de la classe ouvrière; fournir aux prolétaires combattifs, aux chômeurs un pôle de réunions et de discussions des problèmes rencontrés dans la lutte de défense contre l'exploitation capitaliste et contre les manœuvres du réformisme ...

Comme on le voit les tâches sont immenses mais absolument vitales pour la classe ouvrière. UTL ne peut assumer à lui seul tout ce travail mais il faut l'entamer.

Un exemple : la solidarité apportée par UTL à la lutte pour la réintégration des deux travailleurs du Métro licenciés pour fait de grève. Cette solidarité ne s'est pas limitée à étendre l'information à d'autres secteurs, à d'autres villes mais s'est portée sur le terrain actif et matériel, en faisant signer une pétition d'appui venant des deux licenciés, en réclamant le soutien financier pour cette lutte et en établissant des contacts avec des travailleurs du même secteur dans d'autres villes.

UTL peut agir et obtenir des résultats en rapport avec ses forces. Celles-ci sont encore bien maigres mais au moins elles EXISTENT ET COMMENCENT A VIVRE !

LE MOC : UN ALLIE OU UN OBSTACLE DE PLUS ?

L'existence et la politique du MOC sont souvent controversées. La LRT par exemple, lors de son 3^e congrès (Mars 76) n'était pas unanime sur cette question : le MOC était une "formation bourgeoise" pour l'une des tendances et un "début d'autonomie politique des travailleurs chrétiens" pour les autres. Toute la LRT se retrouvait cependant d'accord pour mener une propagande en vue de la constitution d'un parti ouvrier des travailleurs chrétiens (POTC) ? Cinq ans plus tard, il est tout à fait clair que les différents mouvements ouvriers chrétiens et le MOC lui-même se sont bien gardés de créer un tel parti et de rompre avec le PSC-CVP. Même s'il ne faut pas exclure que se constitue un jour une telle organisation (ce serait alors une manœuvre bourgeoise à démasquer), il faut définir une *réelle position de classe* à l'égard des travailleurs chrétiens et des organisations qui les encadrent en tant que tels. La position de la LRT est à la fois simpliste et confusionniste : elle part de l'idée que le lien "entre le mouvement ouvrier chrétien et le principal parti bourgeois, le PSC, est un frein pour l'unification de la classe". La LRT en déduit que l'objectif du POTC doit être avancé comme un *moyen transitoire* pour arracher les travailleurs à la direction du PSC-CVP. Dès lors la question que l'on peut légitimement se poser est la suivante : ne va-t-on pas ainsi *consolider les illusions des travailleurs chrétiens* sur la religion et sur le MOC lui-même ? Ce dernier revendique une certaine indépendance : "le MOC détermine son action en toute autonomie et en assume l'entière responsabilité en fidélité à ses motivations et à ses options" ("Options fondamentales du MOC" Mars 78).

Quels sont donc ses motivations et ses options ? C'est là que réside le véritable problème. Le MOC se prononce-t-il contre cette société de misère et d'exploitation (contrairement au PSC CVP) ? Le MOC est-il pour l'unité des travailleurs en lutte pour leurs revendications ? Le MOC est-il pour la prise du pouvoir par les travailleurs et comment ?

Si l'on répond franchement à ces questions, sans chercher à biaiser, on mesure que *la religion, la pacifisme et le démocratisme sont autant d'obstacles majeurs à la lutte de classes*. Pour la première question, bien sûr le MOC se déclare pour un changement de société, c'est surtout que l'évolution du capitalisme l'inquiète au plus haut point : les idées révolutionnaires de lutte violente sont en nette progression ... nous vivons dans un monde qui manque d'amour, souffre d'injustice, subit l'exploitation et ne connaît pas la paix". Evidemment, ce genre de discours fait partie de l'arsenal classique de tous curés !! Le MOC sert aux travailleurs des lamentations .. c'est beaucoup plus crédible que de se revendiquer de l'action du PSC-CVP quand on s'adresse aux ouvriers. Mais nos curés savent maintenant dialoguer avec tous ceux qui se réclament peu ou prou du socialisme, et disent même "lutter pour une société plus fraternelle". Voyons comment : "Il

s'agit de supprimer les privilèges... il faut diffuser et repartager le pouvoir dans l'entreprise et dans l'ensemble de la société à travers un processus dynamique et multiple de participation, de concertation, de contrôle de décentralisation et d'autonomie..." Bref, le charabia et la démagogie habituelle, des mots toujours des mots... "Faux" dirait le MOC, "nous proposons aussi des actions" : "informations .. formation permanente .. recours à l'opinion publique et grève" (quand même !! NDR). Bien sûr le MOC n'ira jamais plus loin que la grève menée de façon "responsable et pacifique" (violente, elle irait à l'encontre des principes chrétiens de ... non violence !!), comme savent le faire les bonzes de la FGTB et de la CSC. D'ailleurs le MOC n'affirme-t-il pas sa volonté de "collaboration la plus large et efficace possible avec les organisations des travailleurs".

Pour ce qui est de la question du pouvoir, le MOC se déclare pour "la mise en oeuvre du pouvoir des travailleurs sur le plan politique à tous les niveaux" parce que ceux-ci "doivent être le moteur de l'activité économique". Cela veut dire : mettez nous pacifiquement au gouvernement, démocratiquement avec d'autres bons réformistes dans notre genre (les socialistes par exemple) et bossez plus ! D'une véritable société où les ouvriers seraient les maîtres et briseraient l'échine à leurs exploités d'hier, le MOC n'en veut pas : "la société nouvelle qu'il veut édifier doit rendre impossible toute domination d'un groupe ou d'une classe" ! ...

En définitive ces gens là peuvent bien s'entendre avec le PS, la FGTB, les gauchistes du genre LRT, mais ils ne peuvent que *se mettre au travers de la lutte de classe ouverte et décidée*. Ce n'est donc pas un service à rendre aux travailleurs, fussent-ils chrétiens, de laisser croire que le MOC pourrait être autre chose qu'un obstacle à leurs luttes et au combat pour la destruction de la société capitaliste. Si le MOC est encore fortement lié à la bourgeoisie, au PSC CVP, c'est parce qu'il en est l'ingrument au sein de la classe elle-même et en direction d'une partie d'entre elle, de celle qui reste soumise à l'idéologie, aux illusions et aux préjugés religieux. Seule la lutte résolue contre le capitalisme et les faits eux-mêmes peuvent convaincre les travailleurs croyants qu'ils doivent se débarrasser totalement des entraves religieuses : le Cardinal Wyszynski, en Pologne, en se déclarant contre les "grèves abusives" a fait mille fois plus dans ce domaine que les "habiles" manœuvres tactiques de la LRT !

Solidarité avec les emprisonnés de Blida !

Nous appelons tous les militants, lecteurs et sympathisants à manifester leur solidarité active avec nos camarades et contacts frappés par la répression bourgeoise en Algérie en versant une souscription pour leur défense.

NOTES SYNDICALES

REPRESSION A LA STIB

Suite à la grève sauvage du Métro (voir notre note dans le supplément N°12), la STIB a licenciés deux travailleurs considérés comme meneurs.

Actuellement la situation au Métro est très difficile. Les licenciements datent du 2 et 12 mars et il n'a pas été possible de maintenir une mobilisation depuis le torpillage de la grève par les directions syndicales.

A l'initiative des deux licenciés, une pétition de solidarité a circulé, débordant le cadre de la STIB pour toucher d'autres entreprises et localités.

Par la suite un comité de soutien a été mis sur pied, mais il s'est borné à faire pression sur les directions syndicales pour qu'elles prennent en charge la défense de ces deux travailleurs. Il ne fait pourtant aucun doute que la FGTB et la CSC ont donné leur accord à ces licenciements depuis longtemps (il existe d'ailleurs des liens évidents entre la FGTB et le directeur lui-même, qui est au PS !). C'est sous l'influence des gauchistes que ce comité a agit de la sorte. Certains travailleurs se sont laissés persuader, en pensant ainsi pouvoir mettre au "pied du mur" les syndicats et les dénoncer s'ils ne les appuyaient pas. Mais les gauchistes ont bien sûr empêché une telle dénonciation - surtout qu'ils ont appelé Yerna à la rescousse -. Ceci montre à l'évidence qu'il n'y a rien à attendre des gauchistes et autres "syndicalistes de combat" ou de "gauche".

En fait, tant pour la réintégration des deux travailleurs du Métro que pour préparer les luttes à venir (car demain qui osera se porter à la tête d'un mouvement au Métro, si une fois la grève terminée la repression s'abatant personnellement ne bouge pour la défense des éléments combattifs), il faut faire appel aux travailleurs à la base.

Il s'agit de mener un long et patient travail de contacts dans un même dépôt pour tirer le bilan de la grève échouée et voir pourquoi, voir quel moyen de lutte est envisageable pour ne pas laisser isolés les deux camarades licenciés. Il faut aussi apprendre à tisser des liens avec les travailleurs des autres dépôts et diffuser le bilan des dernières grèves afin que les leçons profitent à tous et soient retenues pour éviter demain de retomber dans les mêmes pièges.

Nous unir et compter sur nos propres forces tous ensemble, voir notre détermination !

Il faut faire ce travail préalable qui n'a certes rien de spectaculaire mais qui d'autres que les travailleurs fera pression sur la direction pour obtenir la réintégration des travailleurs licenciés et l'aboutissement des revendications ?

La force des travailleurs réside dans leur unité et dans leur place dans l'entreprise - sans eux plus rien ne fonctionne, le robinet des profits juteux pour le patronat se ferme -.

Il n'existe pas de raccourci qui soit victorieux .

Nous appelons tous les travailleurs qui ressentent la nécessité de la solidarité à s'organiser et à se regrouper pour envisager tous les moyens à mettre en oeuvre pour la réintégration de ces deux camarades, en dehors du cadre du "comité pour la défense des droits et des libertés syndicales" dont l'orientation est à combattre.

X X X X X X X X

LES TENTATIVES D'ORGANISATION DES
CHOMEURS.

Depuis quelques années, il y a eu des tentatives d'organisation de chômeurs, qui ont eu le plus souvent une existence éphémère. Certains comme le CST (Collectif des Sous Travailleurs) existent encore. Et on assiste maintenant à la création de nouveaux groupes comme "Chômeurs en lutte" et des "comités de chômeurs" directement syndicaux.

La première vague de comités en 1976, n'a pu se maintenir que jusqu'en 1977. Animés par les gauchistes, ils regroupaient des jeunes chômeurs mais aussi des actifs. La méthode de travail de ces comités a été rapidement celle de faire pression sur les directions syndicales pour qu'elles prennent en charge la défense des chômeurs : tentatives de compromis qui ont finalement abouti à leur contrôle par les bonzes syndicaux, leur étouffement et ... leur disparition. On sait d'ailleurs que les chômeurs les plus combattifs de ces comités, se sont vus rapidement proposé du travail, les directions syndicales s'entendent pour ce qui est de couper la tête des comités !

Le collectif de sous travailleurs qui se propose de regrouper des chômeurs de différents statuts, créés dans le cadre du plan Spitaels (cadre spécial temporaire, chômeurs mis au travail, stagiaire ..) représente en fait la queue du mouvement de 1977. Ce collectif regroupe des "chômeurs" encore sur les lieux de travail et cotoie d'autant plus facilement les syndicats. Il se consacre exclusivement à faire, lui aussi pression sur les directions syndicales (distribution de tracts ... au congrès syndicaux, occupation des bureaux de la FGTB, CSC ...). Aucun travail à la base, aucun contact n'est pris avec les chômeurs (si ce n'est le fruit du hasard !). Il est significatif de noter que jamais ce comité n'a distribué un tract sur les bureaux de chômage. Il est en voie d'extinction et subira probablement le sort des comités de 1977.

En réaction à cela, le GCI a vu la possibilité de combler un vide et a créé le groupe "chômeurs en lutte". Nous n'avons rien par principe contre une telle initiative, à condition que le

comité ne soit pas le simple doublon du Parti politique, c'est à dire qu'il soit un cadre ouvert à tous les travailleurs, indépendamment de leur appartenance politique, syndicale .. pourvu que ces travailleurs soient prêts à lutter pour la défense de leurs intérêts de classe.

Il ne s'agit pas ici d'une question formelle ("chômeurs en lutte" s'annonce comme une organisation "ouverte") mais d'une question de contenu. Il est difficile de demander au GCI d'avancer sur le terrain de la lutte immédiate autre chose que des discours fumoux et des propositions infantiles. C'est ainsi que "chômeurs en lutte", après avoir affirmé que le plein emploi est "impossible sous le capitalisme", en déduit "à propos du droit au travail, et de l'emploi pour tous ... nous ne reprenons pas ces revendications (...) réclamer du travail aujourd'hui, c'est se poser en force concurrente des actifs. Et puis, quel travail ? Les actifs subissent les cadences, les horaires et ont un peu plus de fric, les chômeurs sont débarrassés des cadences mais ont peu d'argent. Mobilisons nous sur des mots d'ordre unificateurs :

- baisse du temps de travail
- augmentation des salaires et des allocations".

Bref pour "chômeurs en lutte", les travailleurs au chômage ne doivent pas revendiquer de travail parce que le capitalisme est pourri ! On voit donc que derrière ces appels à rejoindre ce groupe, il y a un préalable formidable - celui d'avoir compris la nécessité d'en finir avec le capitalisme - et il y a en plus une exigence anti-prolétarienne - accepter au fond son sort : les actifs au boulot, les chômeurs au chômage et attendons le socialisme !. Alors qu'une loi récente, à Naples, de chômeurs a montré que la mobilisation, les manifestations et de véritables émeutes ont permis d'arracher à la bourgeoisie quelques milliers d'emplois pour les sans-travail !

Alors certes, "Chômeurs en lutte" avance des revendications, fait de la propagande mais il s'arrête aux grandes déclamations, ne mène aucune action pour qu'elles aboutissent car pour le groupe "les travailleurs doivent d'abord s'organiser eux-mêmes" !! Quant à prendre un cas concret en main, il en est nullement question pour lui ! Pas un mot non plus n'est dit sur le moyen de briser l'isolement dans lequel se trouve les travailleurs au chômage, de lutter contre les divisions. En conclusion, nous dirons que les revendications ne peuvent pas en elles-mêmes susciter la mobilisation et l'organisation des chômeurs.

Aujourd'hui, l'organisation des chômeurs reste complètement à faire. Mais ce ne sera possible qu'en évitant deux écueils : celui du suivisme vis à vis du réformisme et celui du simple "propagandisme".

Ce qui permettra d'avancer, ce seront les forces militantes capables d'aborder les situations concrètes, complexes où se trouvent les chômeurs. C'est à partir de la REALITE qu'il faut préciser les revendications, les objectifs réellement mobilisateurs et surtout, passer à l'ORGANISATION CONCRETE, même si elle est au départ extrêmement réduite.

suite de la page 3

Même l'"extrême-gauche" a contribué à maintenir le mur du silence : pas un mot sur cette grève, alors qu'elle n'hésite pas à déployer toutes ses forces pour exprimer sa solidarité vis à vis de pompiers sociaux tels que Kuron !

En Belgique même, il y a eu quelques actions pour faire connaître cette lutte. Quelques bombes fu migènes ont été lancées à la Maison de l'Allemagne et quatre personnes ont occupé le bureau du journal Spiegel à Bruxelles pour exiger la publication d'un communiqué. Non armés, ils ont pourtant été délogés par la brigade anti-terroriste Diane. Ces moyens démesurés démontrent à quel point l'Etat bourgeois se blinde pour pouvoir réprimer tout ce qui bouge !

Nous applaudissons ces actes courageux accomplis par des militants solidaires des prisonniers politiques en Allemagne.

Quelques soient les divergences politiques que l'on puisse avoir avec ces prisonniers, ils sont des victimes de la répression.

LA SOLIDARITE NE SE MARCHE PAS !

A BAS LA REPRESSION BOURGEOISE !

Suite de la page 1

aux luttes ouvrières en Pologne, c'est aussi bien de Moscou que de Washington, de Londres, de Berlin ou de Paris que sont venues les aides financières qui ont permis à l'Etat polonais de lâcher du lest ... provisoirement !

Partout la bourgeoisie tente d'enrayer la lutte de classe à l'aide des forces réformistes, démocratiques ou même religieuses. Partout elle se blinde contre le mouvement social qui s'annonce et déjà elle massacre la classe ouvrière et les masses paysannes pauvres, là où elles ne sont pas encore armées de leur Parti Révolutionnaire (comme au Salvador).

C'est donc d'un véritable parti révolutionnaire mondial qu'a besoin la classe ouvrière pour vaincre, d'un parti solidement armé de la théorie de Marx et de Lénine, mille fois falsifiée par les "socialistes", "communistes" et autres néo-staliniens d'aujourd'hui.

VIVE LA LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE

POUR LA RENAISSANCE DU PARTI REVOLUTIONNAIRE COMMUNISTE ET MONDIAL

POUR LA VICTOIRE DE LA REVOLUTION COMMUNISTE.

LA GUERRE CIVILE AU SALVADOR

Depuis des décennies le Salvador ne connaît que les régimes militaires à la solde de l'impérialisme US. Mitraille, réformes ici et là mais rien, absolument rien n'a été fait pour régler la question clef des luttes sociales encore actuelles : la réforme agraire.

Le problème agraire y est aigu, qu'on en juge : 2000 propriétaires agricoles occupent 40 % des terres cultivées, plus de 130 000 propriétés inférieures à 1 hectare représentent moins de 5 % de la superficie cultivée; les paysans sans terre se comptent par dizaines de milliers, et ceci alors qu'environ 60 % de la population active travaille dans l'agriculture, où sévissent le chômage et le sous-emploi (plus de 50 % des travailleurs agricoles se trouvent dans ce cas), ainsi que les bas salaires (pendant les trois mois des récoltes, les salaires oscillent entre 5,8 dollars par jour dans le café et 4,2 dollars dans le coton); une bidonvillisation galopante, et un mouvement ouvrier qui renait depuis les grèves de 1967.

Face aux bandes para-légales, à la garde nationale et à l'armée au service des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, appuyés par les USA et des pays comme le Venezuela, les ouvriers, les paysans pauvres et certaines franges de la petite bourgeoisie radicale se battent, se défendent pied à pied dans une véritable guerre civile (plus de 10 000 morts en 1980).

Contre la misère, le chômage endémique, contre l'état étouffant de l'oppression impérialiste, d'instinct les masses prolétariennes et semi-prolétariennes se placent sur le terrain de la force pour essayer d'obtenir satisfaction et dans ce sens convergent avec les organisations armées qui s'affrontent avec l'Etat et notamment le FDR.

Pourtant la convergence entre les deux n'est pas parfaite si on regarde "l'offensive du 10 janvier" lancée par le FMLN, il faut bien constater qu'elle s'est vite "enlisée". La LRT qui soutient inconditionnellement ce front en donne elle-même partiellement l'explication :

"La conjonction entre la grève générale illimitée et l'offensive militaire du FMLN, n'a pas permis partout le passage direct à une situation insurrectionnelle. La raison fondamentale est le haut degré atteint par la répression et son caractère constant contre toute activité semi-légale de l'opposition et du mouvement ouvrier. A San Salvador où est concentré un fort potentiel répressif, la réussite de toute action gréviste est conditionnée par la capacité des forces populaires à assumer une confrontation militaire immédiate avec la dictature et à en convaincre la population".
(La Gauche du 29.I.81).

La LRT est déçue mais il faut comprendre le peu d'enthousiasme des masses : Leur sang a assez coulé pour des objectifs qui ne sont pas les leurs.

Qu'on pense au Nicaragua où après des années de combat meurtriers, aujourd'hui les

sandinistes sont au pouvoir et dans la recherche d'un consensus avec les propriétaires fonciers et l'impérialisme US. Voilà ce que la LRT appelle la "révolution sandiniste" !

La roue de l'histoire tourne et la LRT croit qu'elle le fera toujours dans le même sens ! Cependant les masses ouvrières ne donneront pas toujours leur vie, sans tirer de leçons, pour des programmes bourgeois. Et le programme du FMLN - n'en déplaisent à la IV^e Internationale - en est un de plus. Pour s'en convaincre, il suffit de voir son "programme pour un gouvernement démocratique et révolutionnaire" :

"Point 4 : "le gouvernement démocratique et révolutionnaire garantira la représentation démocratique de tous les secteurs populaires démocratiques et révolutionnaires qui ont contribué activement au renversement de la dictature militaire "

Mais de cela on ne pouvait en douter vu que ce front a déjà accueilli à bras ouverts certains membres du MNR (mouvement national révolutionnaire, adhérent à l'Internationale socialiste), une aile de la démocratie chrétienne et le PC (UBN) qui se sont déjà saisi les mains au sein de la Junte Révolutionnaire au gouvernement en Octobre 1979, et qui ne serait-ce que la première semaine de son existence à réprimé les masses en faisant plus de 100 morts !!

Le FMLN, et la LRT aussi d'ailleurs, ne sont pas très regardants quand il s'agit de faire des alliances.

Point 5 : "Le GDR créera une armée de type nouveau" dans laquelle se retrouveront .. "tous les groupes d'individus sains et patriotes qui existent dans les troupes et parmi les corps d'officiers de l'armée actuelle".

Les travailleurs apprécieront certainement de voir leur soi-disant armée composée ... à quelques ralliements près, des mêmes officiers que l'armée du dictateur Romero !

Point 6 : "Le GDR appuiera le patronat qui coopérera et impulsera le développement économique du pays".

Voilà, un gouvernement digne de ce nom pour les intérêts des ... capitalistes mais pas des ouvriers !!

Une fois de plus la LRT montre son suivisme vis à vis des forces "démocratiques", petites bourgeoises qui ont maintes fois fait leur preuve de faillite - Chili, Argentine, récemment Nicaragua - en tant que force anti-impérialiste et révolutionnaire.

Quant au PTB, s'il se distancie de la LRT, ce n'est pas tant à cause du caractère bourgeois du programme du FDR-FMLN mais surtout à cause du "danger soviétique" - par Cuba interposé - qui menacerait l'Amérique centrale. En effet nos maoïstes n'ont jamais été gênés par des alliances contre-nature du prolétariat et des

masses paysannes avec la bourgeoisie, même ici ne les voit-on pas défilier avec la Volksunie (manifestation Afghanistan !). Le PTB se limite donc à une information journalistique sur le Salvador et à une dénonciation verbale de l'impérialisme US. Bref, le combat des prolétaires salvadoriens, qui pose si cruellement la question d'un véritable parti révolutionnaire prolétarien, ne le concerne que de très loin !

Que ferait un parti révolutionnaire de classe au Salvador ?

Il devrait impulser de toutes ses forces la lutte du prolétariat et des masses paysannes, qui constituent la force de choc de la guerre actuelle, par un travail d'organisation et de participation aux luttes immédiates, contre la classe dominante, son Etat et ses bandes armées, lutte au service de laquelle il serait indispensable de constituer des organes militaires d'auto-défense. Il devrait mener aussi un travail anti-militariste.

Son but ? Une INSURRECTION VICTORIEUSE, LA DESTRUCTION DE L'ARMEE BOURGEOISE ET L'EXPROPRIATION DES PROPRIETAIRES FONCIERS DE LA BOURGEOISIE ET DE L'IMPERIALISME PAR L'INSTAURATION DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT, qui devrait compter sur l'appui des larges masses révolutionnaires de la paysannerie et qui serait à son tour une étape de la révolution continentale américaine. Pour cela le Parti révolutionnaire de classe devrait préserver sa totale indépendance politique et organisationnelle vis à vis de toutes les forces bourgeoises et petites bourgeoises, et combattre les efforts de la bourgeoisie réformiste et de ses alliés petits bourgeois pour canaliser la lutte des ouvriers et des paysans vers une réforme constitutionnelle de l'ordre bourgeois, ordre dont les structures sociales seront d'autant moins ébranlées que le mouvement des masses exploitées sera davantage subordonné à la direction de la bourgeoisie démocratique.

Une telle indépendance est même indispensable dans l'immédiat, en cas de victoire des forces démocratiques pour obliger le régime bourgeois à tenir ses promesses politiques et sociales et pour arracher les libertés d'association, de presse, de grève pour le mouvement ouvrier et la paysannerie pauvre, en conquérant ainsi contre l'Etat capitaliste l'espace nécessaire pour le développement le plus large de la lutte de classes qui ne pourra manquer de se déchaîner au sein du bloc d'opposition actuel.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution étalinienne; le refus des fronts populaire et des blocs de la résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

VIE DU PARTI

NOUVELLES PUBLICATIONS :

Nouveaux organes :

- En turc : ENTERNASYONALIST PROLETER Bulletin N°1 - Mars 81
- En portugais : O PROLETARIO Journal N°1 - Mai 81

Organes du Parti en développement :

- PROLETAIRER Journal allemand
- KOMMUNISTIKO PROGRAMMA revue en grec
- EL COMUNISTA Journal espagnol
- EL PROLETARIO Journal en espagnol pour l'Amérique latine
- EL OUMAMI bulletin français arabe pour le Maghreb.

Publications récentes :

- Manifeste international du Parti : DE LA CRISE DE LA SOCIETE BOURGEOISE A LA REVOLUTION COMMUNISTE (disponible en français et d'autres langues, dont en néerlandais à la fin 81).
- PARTI ET CLASSE en néerlandais - Juin 81-

Sortira prochainement :

- Une brochure en langue polonaise sur la lutte des travailleurs polonais.

Pour recevoir toutes ces publications ou celles qui sont annoncées régulièrement dans notre presse, écrire à notre boîte postale.

SOUTENEZ LA PRESSE DU PARTI !

ABONNEZ-VOUS !

REUNION DE LECTEURS A BRUXELLES

Le 16 MAI - 18 H 30
DE LA CRISE DE LA SOCIETE BOURGEOISE
A LA REVOLUTION COMMUNISTE.

Café de la Régence
Pl Ferdinand Cocq, 12
1050 - BRUXELLES

PERMANENCES DU PARTI :

Tous les 2^o lundis du mois de 19H30
à 21H.
Au Café de la Régence,
Pl Ferdinand Cocq, 12
1050 BRUXELLES.

de proletariër

INTERNATIONALE KOMMUNISTISCHE PARTIJ

SUPPLEMENT VOOR
BELGIE EN NEDERLAND N°14
BIJ DE "PROLETAIRE"

20fb/1,35 fl

mei 1981

DE VERKIEZINGEN,

het parlementarisme van de PvdA en de CPN

Deze twee partijen vertegenwoordigen alleen maar de belangen van een deel van de bourgeoisie, en geenszins die van de arbeidersklasse. Zo zegt de PvdA openlijk dat de bezuinigingen aanvaard moeten worden, terwijl de CPN dat probeert te verbergen.... pag. 2

de strijd bij de **NSM** pag. 5

FORD pag. 6

De strijd bij de NSM lijkt voorlopig gestreden. Een goed resultaat? Hoe het anders had gemoeten, en de krachten die wij daarbij op onze weg vinden als obstakels.

Voor Ford eenzelfde scenario??

SURINAME

pagina 7

Twee artikelen over de situatie in latijns-amerika. Suriname een jaar na de coup van de militairen, over de politieke en economische onafhankelijkheid. De burgeroorlog in El Salvador, de zogenaamde revolutionaire groeperingen, en de houding van ultra-links in nederland tegenover de strijd van het proletariaat en de arme boeren.

EL SALVADOR

pagina 8

MANIFEST VAN DE IKP pag. 11

Ontruiming in Nijmegen pag. 12

De zoveelste gewelddadige ontruiming. Tegenover het geweld van de burgerlijke Staat past geen verontwaardiging over de bruutheid van het geweld der marechaussee; waar dient de Staat de bourgeoisie anders voor?

De woningnood, het mislukken van de poging van de CPN om greep te krijgen op de in verzet komende jongeren.

Verder: De dood van RAF-sympathisant Debus.. pag. 9

IN HET FRANSE DEEL:

-Tegenover de bezuinigingen: laten wij het verzet organiseren!

-Repressie: wel verweer (1)

-de MOC: een bondgenoot of een zoveelste obstakel?

-Het ontstaan van de "Union des Travailleurs en lutte"

-De pogingen tot organisatie van de werklozen.

-Het partijleven: nieuwe publikaties.

-De burgeroorlog in El Salvador.

-Repressie bij de STIB (Brussel).

WAARIN ONZE PARTIJ ZICH ONDERSCHIEDT: Het opeisen van de lijn die loopt van Marx naar Lenin, tot de oprichting van de Kommunistische Internationale en van de Kommunistische Partij van Italië (in Livorno, 1921); de strijd van de Kommunistische Linkerzijde tegen de degeneratie van de Internationale, tegen de theorie van het "socialisme in een enkel land" en tegen de stalinistische kontrarevolutie; het verwerpen van de Volksfronten en van de blokken in het Verzet; de moeilijke taak van het herstel van de revolutionaire doctrine en organisatie in verbinding met de arbeidersklasse, tegen de persoonlijke en elektoralistische politiek.

DE VERKIEZINGEN, het parlementarisme van de PvdA en de CPN

De komende verkiezingen zullen vooral in het teken staan van de sociaal-ekonomi-sche situatie: die staat in het middel-punt van de verkiezingsprogramma's.

De PvdA die opnieuw wil regeren, bijna koste wat kost; en de CPN die zichzelf ziet als de bewaker, als de garantie voor het 'linkse' karakter van de rege-ring, als deze partij daar tenminste in zou komen te zitten.

Wel, in welke omstandigheden spelen die verkiezingen zich af? De ekonomische si-tuatie verslechtert voortdurend. Elke maand is het werkloosheidscijfer weer gestegen. De officiële instanties voor-zien al een half miljoen werklozen over vier jaar. Daar komen nog bij de bezui-nigingsmaatregelen van de regering: de 2% bezuinigen op de prijkscompensatie en de vakantietoelage, de voortdurende inkomersachteruitgang voor de mensen met een uitkering, de extra bezuinigen op de ambtenarsalarissen. En dan zijn er al weer nieuwe, enorme bezuinigen in petto!

Deze maatregelen worden genomen om de industriële sektor "gezond te maken". Dat wil zeggen: om de nederlandse ekono-mie weer meer geschikt te maken om mee te kunnen concurreren op de wereldmarkt. Daarvoor moeten de produktiekosten om-laag. Deze verschijnselen vindt men o-veral, in alle landen, zowel in West-Eu-ropa en de Verenigde Staten, als in lan-den als Rusland en Polen.

Nu de ekonomische situatie steeds slech-ter wordt, en de sociale situatie zich sinds de oorlog nog nooit zo heeft verslechterd: welke zijn nu de maatregelen die door deze twee 'arbeiders'partijen worden voorgesteld om de nationale ekono-mie te 'redden', om het lot van hun kiezers: de arbeidersklasse, te verbete-ren?

Wat onmiddellijk opvalt is dat de een zo zowel als de andere het idee verdedigt dat de belangen van de ekonomie en die van de arbeidersklasse samen gaan.

Allereerst de PvdA. Een belangrijk thema bij deze partij is dat het moreel opge-vijzeld moet worden: het is niet goed een 'rechtse' regering te hebben, want.. zo'n regering neemt de moed weg bij de mensen. De PvdA durft te stellen dat de werkloosheid geen natuursverschijnsel is, en dat men dus niet machteloos staat. De oorzaak van dat verschijnsel? Die is, volgens de PvdA gelegen in het feit dat de macht ongelijk is verdeeld. En de op-lossing? Er moet meer controle komen, de dingen moeten geleid worden. Zeer juist, kan men zeggen. Maar, het probleem is dat de PvdA er zeker niet in zal slagen "de macht te verdelen". Omdat deze par-tij daar niet echt op uit is. Want, daarvoor is niets minder vereist dan een gewelddadige revolutie, de proletarische revolutie! Alleen dit middel zal erin slagen "de macht te verdelen": uit de

handen van de bourgeoisieën (en hun ver-teenwoordigers in de arbeidersklasse: net zo goed de pvdA als de CPN) in de handen van de arbeidersklasse en haar politieke partij: de wereld-kommunisti-sche partij.

De PvdA durft zelfs te beweren dat de huidige machtsstructuren veranderd moe-ten worden. Maar dit is hol gepraat, want men is ofwel het eens met een kapi-talistisch endus burgerlijk regiem, of men is voor de proletarische revolutie. Beweren dat de bestaande machtsstruktu-ren veranderd moeten worden, zonder de gewelddadige revolutie op het oog te hebben, dat is eenvoudigweg de arbei-dersklasse bedriegen! Dat is niets an-ders dan de klasse ideologisch ontwapend te laten, voor het voortbestaan van het kapitalistisch regiem ter plekke!

Als resultaat van haar politiek, roemt de PvdA de deugd van de democratie: men moet de maatschappij demokratiseren, en wel tot en met de organen van de burger-lijke macht zoals de politie en het le-ger!(Overigens: ook op dit punt hebben de PvdA en de CPN dezelfde standpunten!)

Wel, de democratie is niets anders dan een, mogelijke, vorm van de burgerlijke heerschappij. Zo was ook het fascisme zo een mogelijke vorm daarvan. De demokra-tie daarom verdedigen als een doel, en wel het hoogste, op zich, dat betekent de lofzang op het kapitalisme aanheffen. Wat betreft de sociaal-ekonomische situ-atie stelt de PvdA voor dat men de be-zuinigen verdeelt. Dat men die dus allereerst moet aanvaarden, maar dat ze beter verdeeld moeten worden, en dat ook het bespaarde geld beter gebruikt moet worden om de ekonomie weer op gang te brengen. De PvdA durft daaraan toe te voegen, dat de kwaliteit van het leven beter zal zijn wanneer zij aan de macht is: de mensen zullen de opgelegde bezui-nigen dan begrijpen! Konkreet: her-stel van het aantal arbeidsplaatsen, vervolgens het handhaven dan de steun aan de Derde Wereld, en tenslotte: de verdediging van de kollektieve voorzie-nigen. De koopkracht wordt slechts ge-garandeerd voor de minimumsalarissen en minimumuitkeringen. Zo wil de PvdA on-geveer dezelfde politiek voeren als de huidige CDA-VVD regering: voorrang voor de arbeidsplaatsen ten koste van de uit-keringstrekkers. Het verschil zit 'm al-leen in de hoeveelheden. De PvdA wil ak-tiever nieuwe arbeidsplaatsen scheppen, zich aktiever met de industrie bemoeien: de regering moet, nog meer dan tot nu toe, de beheerder zijn van de nationale ekonomie. Maar, moet men dat toejuichen als een stap in de richting van het so-cialisme? Nee, de 'verstating' van de nationale ekonomie, het totalitarisme daarvan houdt helemaal niet in dat het land naar een zogenaamd socialisme op weg zou zijn: de deelname van de Staat

is alleen maar een vorm van het kapitalistisch regime, bedoeld om de inhoud daarvan te doen voortleven. Tenslotte het punt van de vrede: voor de PvdA is ook een derde wereldoorlog niet onvermijdelijk, geen natuurverschijnsel: men kan die bedreiging beheersen. Daarvoor moeten, opnieuw, de machtsrelaties veranderd worden, ja zelfs gebroken worden! En daarvoor is het wel nodig dat een land zich niet buiten structuren als de NAVO plaatst, maar daarentegen daarbinnen zijn verantwoordelijkheid op zich neemt. Kortom wat de PvdA ons hier vertelt zijn slechts vrome wensen, zonder enige realiteit, zonder enig realisme. Hoe kan men zich voorstellen dat een land dat zo weinig in te brengen heeft op de wereldmarkt de groten kan beïnvloeden alleen door de deugd van het goede voorbeeld? Alsof de geschiedenis niet meer de geschiedenis zou zijn van de klassenstrijd. Alsof de geschiedenis niet meer bepaald werd door de krachtsverhoudingen, door materiële krachten!

Nu de CPN. Haar verkiezingsprogramma heeft als ondertitel: "voor een progressieve verandering in de nederlandse politiek". Men is daar meteen getuige van haar kortzichtig nationalisme. Het uiteindelijke doel van de CPN: een nationale weg naar...het socialisme. En hoe ziet zo'n "socialisme" eruit? Als een parlementaire democratie! Dat is er overgebleven van de theorie van Marx en Lenin: geen revolutie meer, maar de vreedzame weg van het parlementarisme naar een "nieuwe meerderheid". En dan zelfs niet eens meer een meerderheid van de CPN, maar een 'linkse' meerderheid. De CPN beschouwt nu meer dan ooit de andere 'linkse' partijen als gelijkwaardig; zij heeft heel het 'leninisme' laten vallen dat de pretentie had de enige vertegenwoordiger van het proletariaat te zijn. Voor de CPN is dat heel terecht, want zij is net als die andere 'linkse' partijen...een burgerlijke partij.

De fundamentele punten uit haar programma -tegen de bedreiging van de zekerheid van het bestaan, wil zij de belangen verdedigen van...de bevolking!

-wat betreft de veiligheid: er moet een actieve vredespolitiek gevoerd worden.
-en wat de toekomst betreft: er moeten democratische vernieuwingen doorgevoerd worden.

Men ziet gemakkelijk de overeenkomsten met het programma van de PvdA. Ook de CPN praat over de "bevolking", over de "progressieve mensen". De CPN wil in het parlement de woordvoerder zijn van "brede lagen" van de bevolking. Om haar parlementaristische houding te verdedigen: "De kracht van de CPN in het parlement zal veel invloed hebben op de politiek van de regering, op het beslissingsproces in het parlement en op de andere partijen daarin." Net zoals de PvdA formuleert de CPN vrome wensen,

zonder te kunnen aangeven hoe men de doelen die men zich gesteld heeft, moet bereiken. De CPN denkt dat zij in staat is de PvdA te verhinderen een politiek van aanpassing aan rechts te voeren. De CPN denkt zelfs onder de kerken aanhang te moeten vinden!

Wat betreft de strijd tegen de crisis: de CPN verwijt aan de regering alleen maar door autoritair geweld haar politiek te kunnen doorzetten. De CPN wil in plaats van de "afbraakpolitiek" van de huidige regering een duidelijk en consequent programma voor de handhaving en het scheppen van arbeidsplaatsen, handhaving van de koopkracht van de lage en modale lonen, en wil een verandering van richting in de staatsuitgaven. Als de koopkracht daalt veroorzaakt dat de ineensstorting van de binnenlandse markt. Kortom, de CPN denkt tegen de loop van het kapitalisme in te kunnen gaan. De CPN gelooft de effecten van het kapitalisme te kunnen verminderen door het kapitalisme een beetje te verminderen! Wel mooi, maar irrealistisch. Geen enkele partij kan beetje bij beetje het kapitalisme verminderen! Dat kan alleen in één keer, via de proletarische revolutie op wereldschaal!

Bovendien is de CPN echt idealistisch: zij wil dat de economie weer meer vertrouwen krijgt door haar politiek. Zó gelooft de CPN de wetten van het kapitalisme te kunnen beïnvloeden. Dat noemt zij een echte strijd tegen de crisis! Ook beklagt de CPN zich over de aanvallen van het kapitalisme op de befaamde "rechten", daarmee blijk gevend van volslagen onbegrip tegenover het wezen van het kapitalisme. Voor de CPN is dus het kapitalisme aanvaardbaar, mits enkele nadelige effecten daarvan in de hand gehouden kunnen worden. Maar, effectief vechten tegen de effecten van het kapitalisme bet- vechten tegen het kapitalisme zonder meer! Het economisch plan van de CPN: "De productie moet op langere termijn in overeenstemming gebracht worden met de behoeften." Wel, beweren dat dat mogelijk is zonder de instelling van de kommunistische macht, dwz de diktatuur van het proletariaat na de geweldadige revolutie en zonder dat de revolutie de belangrijkste landen van de wereld heeft bereikt, dat komt er gewoon op neer de arbeiders te bedriegen om hen des te beter voor het kapitalistische karretje te kunnen spannen. Hier laat de CPN zich kennen als een nog kleinburgerlijkere partij dan de PvdA door het idee van een harmonie tussen productie en de behoeften van de arbeidersklasse, onder het kapitalisme, te voeden, en door dat voor te stellen als een etappe naar een socialisme op zijn nederlands. Kleinburgerlijkheid ook in haar nationalisme: "De aankooppolitiek van Nederland moet gericht zijn op zijn eigen industrie." Waar de PvdA realistischer is, denkt de CPN de economie te kunnen herstellen door tegen de inflatie te vechten, en door beperkingen te stellen aan de overheidsprizen. De CPN denkt de defensieuitgaven te kunnen verminderen,

de kosten van de EG, de winsten te kunnen afromen, aan de banken maatregelen te kunnen opleggen en de kapitaalvlucht naar het buitenland te kunnen belasten zonder haar toevlucht te moeten nemen tot geweldadige middelen. Als er een is die zich tegen het gebruik van het geweld uitspreekt, is het de CPN wel! Geweld is voor de CPN steeds verbonden met fascisme. Zo predikt zij de geweldloosheid tegenover het legale geweld van politie en leger, en ook tegenover de illegale bendes. De CPN ontwapent dus niet alleen de arbeiders op het ideologische vlak, maar evenzeer op het materiële vlak.

Wat betreft de vredespolitiek: allereerst onderstreept de CPN dat een 'vredespolitiek' mogelijk is (net zoals de PvdA dus). Wat de CPN hier zegt is niets anders dan haar eigen 'oplossing' voor het probleem van de dreigende oorlog te verbergen: zij valt de "imperialistische macht" aan (de VS), om daarentegen het kamp van die andere imperialistische macht te kiezen die gevormd wordt door de Sovjet-Unie. Heel de propaganda van de CPN komt hierop neer: de SU verdedigen en de VS aanvallen. Alle beginselen die naar voren gebracht worden zoals "de gelijkheid van de naties", "het erkennen van de grenzen en de niet-inmenging in de binnenlandse aangelegenheden", en "de vreedzame coëxistentie tussen de landen", dat zijn allemaal puur burgerlijke beginselen!

Welnu, de echte garantie voor de vrede is, zoals reeds het voorbeeld van Sovjetrusland onder Lenin dat getoond heeft: een proletarische macht. Dat wil zeggen, allereerst de overwinning van de proletarische revolutie, die een einde maakt aan het burgerlijk regiem, en die de arbeiders in het legeruniform van de andere landen oproept net zo te doen: de imperialistische oorlog omzetten in burgeroorlog, daarbij geholpen door de staten die reeds in de handen van het proletariaat zijn gevallen. Dat is de enige weg die resoluut een einde maakt aan alle oorlogen.

Wat betreft de energievoorziening: net zoals de PvdA verklaart de CPN zich tegen de kerncentrales. Bovendien wil zij een krachtige controle op de oliemaatschappijen. Opnieuw vraagt men zich af hoe de CPN zich "niet door de bestaande verhoudingen wil laten weerhouden."

En zie hier de redenen waarom de demokratisering het geneesmiddel tegen alle kwalen zal zijn: er is een democratische macht nodig om te strijden tegen de ongelijkheid en tegen het autoritarisme. De groeperingen die bezielde worden door de CPN zijn voorbeelden van democratische bewegingen. Op deze manier maakt de CPN zich, net als de PvdA, tot woordvoerdster van het "minder autoritaire" en "meer democratische" deel van de nationale bourgeoisie, daarbij mikkend op met name de massa van de leden van het FNV. De verhouding tussen CPN en de massa's?: "De CPN doet inspiratie op uit de creatieve ideeën van de mensen uit de massabewegingen; de CPN zet deze ervaringen om in politie-

ke punten. Maar tegelijkertijd stelt de CPN haar eigen ervaring ter beschikking en introduceert zij een nieuwe kracht en zekerheid in de beweging."

Tenslotte over het racisme: "De strijd tegen het racisme is wezenlijk in de democratische strijd. De economische crisis bevordert het racisme. De neofascistische daden moeten in de kiem gesmoord worden. Voor de CPN is het vertrekpunt de wens van een harmonie tussen de buitenlanders en de Nederlanders. Die eersten zijn niet de verantwoordelijken voor de crisis." Dat is alles wat de CPN erover zegt. Maar men weet dat de CPN tegen de komst van nieuwe buitenlandse arbeiders is. Men weet ook dat zij de daad van de PCF in Vitry niet heeft afgekeurd (zie ook no 13 van dit blad). En, zoals wij al hebben aangetoond hierboven, ontwapent de CPN de arbeiders, terwijl het daarentegen een noodzaak is voor de arbeidersklasse om zich te verdedigen tegen de aanvallen van de Staat of andere aanvallen. De CPN evenwel stelt juist alle vertrouwen in de Staat, die volgens haar het initiatief zou moeten nemen tegen de racistische en neofascistische organisaties. Dat komt erop neer aan de Staat te vragen haar eigen hulpbendes te verbieden! Want alle twee beogen hetzelfde doel: de immigratie verbieden en controleren. Waartoe de houding van de CPN leidt, toont het voorbeeld van de PCF al: de 'kommunistische' partij als hulptroep van de Staat!

Tegen de verkiezingsklucht stellen wij de noodzaak, zoals altijd, van de revolutie en haar voorbereiding. Er is geen verzoening mogelijk tussen de belangen van de bourgeoisie, ook al is zij nog zo 'progressief', in de volledig kapitalistische landen, en de belangen van de arbeiders. De arbeidersklasse moet energiek vechten tegen de politiek die slechts als doel heeft de nationale economie te redden. Zodoende moet zij noodzakelijkerwijs ook strijden tegen die valse 'arbeiders'partijen, die de politiek van de burgerij willen uitvoeren, onder het motto dat de "betere" burgerij gesteund moet worden tegen een "slechtere" burgerij. Elke burgerlijke politiek moet geweigerd worden. Elke bezuinigingsmaatregel moet geweigerd worden. Wij moeten ons voorbereiden tegen de gezamenlijke aanvallen van de bourgeoisie en haar knechten: die 'arbeiders'partijen, die in werkelijkheid niets anders zijn dan de agenten van de bourgeoisie in de arbeidersklasse. Wij moeten maar één einddoel voor ogen houden: de proletarische revolutie, onder de leiding van de partij van het proletariaat, de echte kommunistische partij.

Ons voorbereiden op de revolutie wil zeggen: resoluut breken met dit parlementaire systeem, dat slechts dient om de arbeidersklasse beter te bedriegen: niet daar wordt de revolutie voorbereid!

de strijd bij de NSM

Dezer dagen is over het lot van de NSM beslist: slechts gedeeltelijke subsidiëring door de Staat, en daarentegen moeten de arbeiders van de NSM hun afvloeiingsregeling in het bedrijf steken: zij worden dus in zekere zin mede-ondernemers! Dit ondanks de 'druk' die door de aktiekomitees uitgeoefend werd. Deze komitees zijn voornamelijk georganiseerd door de CPN, en zij hebben, ook al was het niet van harte, de IB-FNV mee kunnen krijgen.

Welke was de methode van aktievoeren van de CPN, die dus slechts tot een mager suksesje heeft geleid? Dat was, in het kort, een beroep doen op het geweten van: de bevolking (dus niet in de eerste plaats een beroep op andere arbeiders!), op de gemeenteraden, op Provinciale Staten, op de verschillende onderdelen van de Staat, op het parlement, en zelfs op het geweten van de regering zelf. Het argument daarbij was "De regering had beloofd een echte kans te geven, en nu breekt zij die belofte. Het is voldoende dat zij ons alsnog een echte kans heeft, ons rechtvaardig behandelt, en wij zullen laten zien dat deze nationale sektor van de scheepsbouw heel wat waard is!"

Zoals men kon verwachten, heeft deze methode niet de eisen van de arbeiders ingewilligd. En wel omdat deze methode niet een methode van de arbeidersklasse is: als het proletariaat zich werkelijk wil verdedigen moet het niet rekenen op de elementen van de tegengestelde partij die de bourgeoisie is: de regering en de direkties van ondernemingen. (De CPN gaat evenwel hierin zover dat zij zich verheugt over de overeenstemming tussen het aktiekomitee en de direktie van de werf zelf! Vandaar dat dan vervolgens, als de NSM-direktie zich openlijk aan de andere kant opstelt, de CPN heel verbaasd doet). Er is geen koalitie mogelijk tussen de arbeidersklasse en haar eeuwige vijand, de burgerij! Wat daarentegen gedaan had moeten worden: zodra de werkgelegenheid in gevaar bleek, dat was massaal zich teweer te stellen, en wel door middel van de staking. Een staking zonder voorafgaande aankondiging ervan, en van onbeperkte duur. En, daarbij, de staking niet beperken tot de NSM alleen, maar daarentegen energiek streven om die zoveel en zo ver mogelijk uit te breiden (Ford!!). De CPN 'verdedigt' de belangen van de arbeidersklasse door deze op te sluiten in een uiterst steriele methode, door de nationale industrie te verheerlijken en zo het chauvinisme, de vijand van de internationale arbeidersklasse, te bevorderen. Wat heeft zo'n methode te maken met de belangen van het proletariaat, die uitsluitend internationaal zijn?! De CPN maakt de arbeidersbelangen ondergeschikt aan die van de natio-

nale ekonomie. De CPN predikt een breed front van ...mensen, die het tegengestelde verdedigen van de belangen van de arbeidersklasse. En dat wil dan in de regering om juist zogenaamd de belangen van de arbeiders te behartigen!

En de andere organisaties, die van ultra-links? Verdedigen zij klasseposities? Nee. Allen, van de trotskisten toe en met de 'maoïsten' staan in feite achter deze methode van de CPN. En die methode is in feite dezelfde als die van de FNV/PvdA: de arbeidersbelangen ondergeschikt maken aan die van het nationale kapitaal en steun zoeken bij bepaalde delen van de nationale bourgeoisie. Zo bevindt heel die fauna zich in het kielzog van de meest grote reformistische partij. Dus, ook deze 'ultra-linkse' organisaties steunen de aktiekomitees en de rol van de vakbond daarin.

De IKB stelt voor als oplossing voor de kapitalisten: voer werktijdverkorting in, en jullie zullen het aantal arbeidsplaatsen op peil kunnen houden (en iedereen is dan tevreden). Bovendien stelt zij voor: de nationalisatie van de scheepsbouw, als "de enige garantie voor het handhaven van het aantal arbeidsplaatsen!", wat absoluut niet klopt. Dat zou het mogelijk maken "door de arbeiders zelf te laten beslissen over hoe de produktie voort te zetten." Wij weten hoe dat eraan toe gaat in de staatsbedrijven: soms nog meer op produktie belust dan de particuliere bedrijven! De IKB ziet zoiets als "werkelijke strijd tegen de direkties en de multinationals"! Men denkt te dromen! En hun -zwakke- kritiek op de strijdmethode van het aktiekomitee: de vakbond zou gedwongen moeten worden om de uitbreiding van de strijd te organiseren, en dat zelfs zonder het wapen der staking te noemen! En dat terwijl de IKB zelf moet bekennen dat de FNV niet veel heeft gedaan voor de uitbreiding van de strijd. En dat kon en kan men trouwens ook niet verwachten van de vakbondsleidingen! De 'maoïsten' van de Rode Vlag: zij willen eenvoudigweg een andere regeringspolitiek; zij willen een regering die men "serieus kan nemen". Kortom, een regering die de zaken van de burgerlijke klasse zo weet te leiden dat de nederlandse ekonomie concurrerend blijft! Dat is de enige 'oplossing' van de authentieke stalinisten: over de rug van de arbeidersklasse en ten koste van de proletariërs buiten 'onze' grenzen! In hun blad van 14/2 publiceren zij zelfs een interview met een lid van de BLG bij de NSM. Deze zegt letterlijk "het eenheidsfront tot en met de rechtse partijen" moet, omdat men de "onverantwoordelijke afbraakpolitiek van de nationale industrie moet tegengaan". Wat betreft de GML: ook zij zijn, in woorden, net zoals de anderen, vóór "massale radikale akties", maar daarmee bedoelen zij helemaal niet de staking, maar bijvoorbeeld: de blokkade van de Coen- of IJtunnel gedurende een uur! Bovendien sluit de GML zich aan bij de voorstellen

van de IKB: de nationalisatie "om deze sleutelsektor van de economie, buiten de willekeur van de kapitalisten om te kunnen controleren."

De Albanië-aanhangers van de Stem van het Socialisme verklaren het kapitalisme weliswaar als "verouderd", maar dat is voor hen nog geen reden om op te roepen tot de vernietiging van dat "verouderde" systeem. Nee, wat moet dat is een soort rechtvaardigere verdeling: "de rijken moeten de crisis betalen". De "konsequente verdediging van de arbeidsplaatsen" moet in de eerste plaats geschieden door de vakbonden. Ofwel: een garantie dat het niet zal gebeuren!

Nee, wij verdedigen niet ons werk en onze levensomstandigheden door al die beroepen op het geweten, door te roepen om nationalisatie, om een betere kapitalistische politiek, om een meer rechtvaardige verdeling van de lasten, om de tussenkomst van de vakbondsleidingen.

Het is nodig dat de proletariërs een krachtsverhouding opbouwen, organiseren: de enige manier om de bourgeoisie concessies te ontrukken.

Wij bereiken niets met verbale argumenten. We moeten ons organiseren zowel buiten de vakbondsleidingen om, als buiten de invloed van al die valse 'kommunistische' partijen, die niets anders doen dan de strijd te saboteren.

Aleen de massale actie van een zo groot mogelijk aantal arbeiders, in een ongelimiteerde staking, zowel wat betreft de duur als de uitbreiding, en op een consequente en vastbesloten manier geleid, kan tot echte resultaten leiden.

Daarvoor moeten wij vechten, niet alleen tegen de bourgeoisie, maar net zo goed tegen haar knechten in de arbeidersrangen: al die opportunistische partijen en de FNV in hun gevolg.

FORD

Bij Ford is er evenmin sprake van een werkelijke strijd. Daar zien wij ongeveer hetzelfde scenario: de CPN heeft een aktiekomitee op poten gezet, dat... praktisch niets gedaan heeft. Dat wil zeggen: geen staking heeft georganiseerd. Alleen akties naar die befaamde 'bevolking' toe, en naar de Tweede Kamer. En de houdingen van de groeperingen van ultralinks zijn al niet anders. De IKB komt opnieuw met haar oplossing van werktijdverkortung met behoud van salaris, maar, dat op een kapitalistische basis: door de boekhouding van alle Ford vestigingen in Europa te controleren. De IKB als beheerder! En: "in de strijd voor het behoud van de arbeidsplaatsen moeten het de vakbonden zijn die het aktiecentrum vormen." De IKB durft zelfs op de volgende manier de strijdbare arbeiders te bedriegen met een positie die tegelijk defaitistisch is en ook achter de reformistische vakbond aanloopt: "Wij

zullen de strijd niet winnen als niet heel de vakbond (dus inclusief de vakbondsleidingen, die al meer dan 50 jaar verkocht zijn aan de bourgeoisie!) zich achter de akties plaatst." En vervolgens, deze posities nog verscherpend: "Want de oprichting van alle soorten steunkomitees en enkele mobilisaties overal in het land zullen niet, de steun van heel de vakbond kunnen vervangen."!

De IKB heeft kritiek op het aktiekomitee dat, in de beste tradities van de CPN, niet een open komitee is van partijen of groepen, maar een komitee van "personen". De trotskisten: "Wij zullen de akties versterken en de eenheid vergroten wanneer dat komitee open zou staan voor politieke groeperingen, voor de vakbonden en voor de vrouwenorganisaties." Dit komt erop neer te zeggen: laat ons binnen in jullie komitee, wij kunnen bijdragen aan jullie eenheid, eenheid van...de partijen die niet de klassemethode hanteren! De IKB zoekt en wil de eenheid met de verraders van de arbeiders: de CPN en de PvdA.

De GMI heeft niets anders te zeggen dan dat "een samenwerking tussen de kaderleden van de vakbond van verschillende ondernemingen in Amsterdam (en, de rest van het land, en de overige landen?) een positief punt is." Zeker, maar, om wat te doen?: "Op dit moment is het propaganda maken de bela grijkste aktievorm (publieke opinie!); maar het zal van de ontwikkelingen(?) afhangen die aktievorm bijvoorbeeld te veranderen in een bezetting." Wel, niets anders? Bezetting zonder staking? We weten dat zo iets niet veel heeft uitgehaald bij de NSM!

Net zoals bij de NSM lopen al deze organisaties achter de grootste organisaties aan: de reformisten van de PvdA en de vals-kommunistische en net zo goed reformistische CPN. Al deze ultralinks organisaties zoeken een plaats in de rangen van deze grotere.

Dat zal tot gevolg hebben: versterking van de eenheid...tegen de arbeidersklasse.

Het is absoluut noodzakelijk geheel te breken met al deze organisaties, grote en kleine opportunisten, en met hun methodes, die niets anders doen dan eerst de strijdbare arbeiders illusies voor toveren die noodzakelijkerwijs zich zullen veranderen in desillusies.

=====

NIEUWE PUBLIKATIES VAN DE PARTIJ:

-Proleter, tweemaandelijks, in het turks, met name gewijd aan de turkse immigranten in West-Europa.

Prijs: f1,-

-Partij en Klasse, de nederlandse vertaling van de partijbrochure parti et classe. Prijs: f3,-
Verschijnt eind mei.

Bestellingen: schrijven naar J.A.

Postbus 199 1060 BRUSSEL 6

SURINAME

Het is nu meer dan een jaar geleden dat in Suriname die staatsgreep plaatsvond, uitgevoerd door die groep militairen die zich de Nationale Militaire Raad noemde. Hun doel was met name de vroegere regering-Arron te verjagen, zonder twijfel meer dan korrupt, en zo bijdragen aan een vooruitgang van het land Suriname in zijn geheel.

De nieuwe regering die door de militairen ingesteld werd, en die verscheidene malen veranderd is, heeft meteen het vertrouwen gekregen van de nederlandse regering (net zo als overigens de oude regering van Arron). Ook de PvdA, onder wiens leiding Suriname de onafhankelijkheid gegeven was, had vertrouwen. Het was met name de figuur van Chin a Sen, die daarbij door de nederlandse partij en werd beschouwd als een soort garantie tegen het verschijnsel -tamelijk gewoon in Latijns Amerika- van een militaire diktatuur.

De militairen hadden hun staatsgreep voorgesteld als een "revolutie". Maar, zij hebben meteen verklaard de belangen van de buitenlandse investeerders te zullen respecteren!

In feite, wat hebben wij gezien gedurende een jaar van 'revolutie'?: niets anders dan een voortzetting van de vroegere politiek, zonder grote verschillen. Namenlijk, de verhouding van een land dat economisch zeer afhankelijk is van de vroegere kolonisator, Nederland, en ook van de Verenigde Staten. En zolang de imperialisme, onder wie dus Nederland, kunnen blijven profiteren van de oude kolonie, zullen zij de regeringsvorm ter plekke ondersteunen, ook al is die minder of meer korrupt. Noodzakelijkerwijs schept het imperialisme zich, door de afhankelijkheid op economisch gebied, een laag van onderprofiteurs, van mee-profiteurs: de zogenoemde kompradorenbourgeoisie.

De betrekkingen tussen Suriname en het oude moederland zijn eenvoudigweg bepaald door de wetten van het kapitalisme. Het imperialisme houdt niet op na het verkrijgen van de formele onafhankelijkheid. Een formele onafhankelijkheid is daarom nog niet een economische onafhankelijkheid! En dit laatste schijnt nu precies de militairen voor ogen gestaan te hebben: het land ook economisch onafhankelijker te maken.

Maar, het idee van een echte onafhankelijkheid op ekonomisch gebied, is in feite een irreeël idee en een illusie. Hoelanger hoe minder kunnen de 'ontwikkelde' landen zoals Suriname zich onttrekken aan de wereldmarkt, ook als de bourgeoisie van Suriname dat zou willen (wat niet het geval is).

De militaire 'revolutie' biedt daarom geen enkele oplossing voor het lot van de grote massa's werkelozen en andere

arme bevolkingsgroepen. De enige oplossing voor de arbeiders en de arme massa's is niet het vervangen van een 'kompradorenbourgeoise' door een meer 'nationale' bourgeoisie. De oplossing, de uiteindelijke, blijvende, oplossing voor het proletariaat in Suriname zit 'm niet in de steun aan dit of dat deel van de burgerlijke klasse, al of niet in de vorm van militairen aan de macht. Het proletariaat van heel Latijns Amerika heeft geen belang bij staatsgrepen die zeggen 'bevrijdingen' te zijn van het imperialistische juk, maar die in feite slechts een wisseling van bourgeoisie te zien geven.

Het enige heil van het proletariaat en de arme boerenmassa's zal gevonden worden in een politiek die geheel onafhankelijk is van welk deel van de burgerij ook. Een politiek die niet de illusoire en interklassistische slagwoorden zal voeren van "echte economische onafhankelijkheid". Het enige doel waarheen de proletariërs van Suriname en de andere latijnsamerikaanse landen moeten streven, vanaf nu, is de proletarische revolutie. Een dubbele revolutie, zoals die onvermijdelijk was in het tsaristische Rusland van voor 1917, is niet meer aan de orde. Dat daarentegen wel te beweren, door de bourgeoisie ter plekke af te schilderen als een 'feodaal regiem' (zoals de neostalinisten dat bij voorkeur doen), dat betekent niets anders dan een poging de proletariërs in te lijven in het burgerlijke kamp.

De nieuwe regering van Suriname probeert de Surinamers die de ellende en uit-zichtsloosheid van hun vaderland ontvluchten door naar het oude moederland te trekken, terug te krijgen in Suriname. Deze Surinamers vormen voor Nederland een van de manieren om van de oude kolonie te profiteren: niet alleen profiteert het nederlandse imperialisme van grondstoffen als bauxiet en het hout, maar ook vormen de Surinamers in Nederland een industrieel reserveleger. Zij zijn gastarbeiders als de andere buitenlandse arbeiders in Nederland: gekomen uit economische noodzaak, verstoken van elementaire rechten, voortdurend bedreigd met uitzetting. Nadat Nederland jarenlang zo van hen geprofiteerd heeft, geldt nu dus ook voor de Surinamers dezelfde regels als voor de andere buitenlandse arbeiders.

De enige oplossing ligt in het gezamenlijk strijden van de -internationale- arbeidersklasse tegen de bourgeoisie, of het nu hier in een oud moederland is, of in de jonge onafhankelijke Staat Suriname. Eenheid in de antikapitalistische strijd van nederlandse en surinaamse en alle andere proletariërs, zowel tegen de nederlandse bourgeoisie als tegen de surinaamse, overal voor omverwerping van het burgerlijk regiem, voor de proletarische revolutie. Een revolutie in een land als Suriname, aan de rand van het kapitalisme, moet absoluut de steun hebben van de revolutie in de metropolen, dus ook van de surinaamse proletariërs hier!

EL SALVADOR

El Salvador is het toneel van een echte burgeroorlog (meer dan tienduizend doden in 1980). Het leger en de nationale garde worden gesteund door de VS en door landen als Venezuela, en geholpen door paralegale bendes. Allen gaan de strijd van de arbeiders, van de boeren en van sectoren van de radikale kleinburgerij te lijf. De repressie is beestachtig en vergrijpt zich aan wie ook maar zijn mond open durft te doen.

De arbeiders- en boerenbeweging is door de noodzaak van de sociale strijd samengegaan met de strijd van de gewapende organisaties. In deze oorlog, burgeroorlog dus, begrijpt de heersende klasse van El Salvador heel goed dat het erom gaat de tegenstander te vernietigen. Daarom is, toen de president Romero, geprest door de VS, in mei 1979 gevraagd heeft om een "nationale dialoog" met de democratische oppositie, om burgerlijke hervormingen door te kunnen voeren, de maatschappelijke grondslag van de macht uit te kunnen breiden tot grotere sectoren van de bourgeoisie en die te integreren in de Staat, de onderdrukking daarom niet minder geworden.

De democratische oppositie eiste toen het vertrek van generaal Romero, en gaf haar steun aan een hervormingsplan dat de steun had van het leger. De "Foro Popular", die met de Christelijke Democratie en met de MNR (Nationale Revolutionaire beweging, lid van de socialistische internationale) ook de UDN (Demokratische Nationalistische Unie, de legale structuur van de KP), de LP-28 (Volksliga's van 28 februari) en ook het Verenigde Volks Front omvatte, door middel van de leiding van de vakbondsfederatie Fenestras, vroeg om onderhandelingen om het land te demokratiseren. De militairen aanvaardden dit en op 15 oktober 1979 gaf een militaire staatsgreep de macht aan de Revolutionaire Regerings Junta, met de ondersteuning van de Kerk, en bestaande uit twee militairen (Gutiérrez, van de harde lijn, en Majano, een hervormingsgezind officier), een lid van de MNR (Guillermo Ungo), uit christendemokraten en uit een vertegenwoordiger van de UDN, dwz van de Kommunistische Partij, die minister van Arbeid werd. Deze overeenkomst was het natuurlijke gevolg van de hele democratische oppositiepolitiek: die had altijd al een akkoord gezocht met het leger. Maar het hervormingsproject van het leger en van de Foro Popular mislukte, omdat de klassebotsingen niet ophielden na de vorming van de Junta. Toen verlieten de vertegenwoordigers van de MNR, de minister van Arbeid (JDN) en een vleugel van de Christen-Demokraten begin januari 1980 de regering. Dit opstapen hield niet een verandering van de doelen van

het reformisme in, maar alleen een verandering van taktiek. Het ging door met te dromen van een alliantie tussen de "progressieve sektor van het leger" en de "revolutionaire krachten". Wat de "revolutionaire organisaties" betreft, in plaats van de infame rol, gespeeld door de bourgeois en de opgestapte reformisten aan te klagen, om hen elke sociale steun te ontnemen, ontvingen zij hen met open armen om de "eenheid van de revolutionaire en democratische krachten" te bezegelen. Alles was klaar voor de geboorte, op 1 april 1980, van het Democratisch Revolutionair Front (FDR). Hierin zaten alle democratische en "revolutionaire" organisaties, en het FDR nam een "programmatisch Platform" aan "van de democratische revolutionaire regering". Op het internationale gebied, in tegenstelling tot elke revolutionaire anti-imperialistische visie, verklaarde dit platform zich voor "de solidariteit, de vreedzame coëxistentie, de gelijkheid der rechten en het wederzijdse respect tussen de Staten." Op het politieke niveau wil zij een regering die "vertegenwoordigers van de revolutionaire beweging en van de volksbeweging omvat, vertegenwoordigers van de democratische partijen, organisaties, sectoren en idem persoonlijkheden; evenals fatsoenlijke leden van de vrije beroepen, de progressieve geestelijkheid, van democratische partijen als de MNR, de gevorderde sectoren van de Christendemokratie, en tenslotte de waardige en fatsoenlijke officieren van het leger die bereid zouden zijn om de belangen van het Volk te dienen." Op het militaire vlak zal het gaan om "het volksleger te versterken en te ontwikkelen, waarin de soldaten, de onderofficieren, officieren(!) en aanvoerders(!) van het huidige leger geïncorporeerd zullen worden, gesteld dat zij een waardig en fatsoenlijk gedrag hebben gehad."

Wat zou een revolutionaire klassepartij doen in El Salvador? Zij zou met al haar kracht de strijd van het proletariaat en van de boerenmassa's vooruit moeten stuwten, welke krachten de stoottroepen zijn van de huidige oorlog. En wel door middel van organisatie en deelname aan de directe strijd, tegen de heersende klasse, tegen haar Staat en haar gewapende bendes. In deze strijd zou het onontkoombaar zijn militaire organen te scheppen voor de gewapende zelfverdediging. Een revolutionaire klassepartij zou ook een antimilitaristische arbeid moeten voeren onder de soldaten. Haar doel? Een geslaagde opstand, de vernietiging van het burgerlijke leger, en de onteigening van de grootgrondbezitters, van de bourgeoisie en van het imperialisme. Dit door de instelling van de diktatuur van het proletariaat, welke zou moeten rekenen op de steun van de brede revolutionaire massa's der boeren, en welke proletarische diktatuur op haar beurt een etappe zou zijn van de revolutie op het Amerikaanse continent. Daarvoor zou de revolutionaire klassepartij

tij haar totale politieke en organisatorische onafhankelijkheid moeten bewaren ten aanzien van alle burgerlijke en kleinburgerlijke krachten, en zij zou de pogingen van de reformistische bourgeoisie en haar kleinburgerlijke bondgenoten om de strijd van de arbeiders en de boeren naar een constitutionele hervorming van de burgerlijke orde moeten bestrijden. Een burgerlijke orde waarvan de sociale structuren des te minder aan het wankelen gebracht zullen zijn naarmate de beweging van de uit gebuete massa's meer aan de leiding van de democratische burgerij ondergeschikt zal zijn.

Een dergelijke onafhankelijkheid is zelfs nu meteen al onmisbaar in het geval dat de democratische krachten de overwinning behalen, namelijk om het burgerlijk regiem te verplichten haar politieke en sociale beloften te houden, en om voer de arbeidersbeweging en die van de arme boeren de vrijheden van vereniging, van pers en van staking te ontrukken. Zo wordt tegen de kapitalistische Staat de noodzakelijke ruimte veroverd, nodig voor de meest wijde ontwikkeling van de klassenstrijd, die zonder twijfel binnen het huidige "oppositieblok" zal losbarsten.

Welke zijn nu de commentaren van extreemlinks? Zowel de 'maoïsten' van de GML en de KAO, als de trotskisten van de IKB, ondersteunen de strijd en de strijdmethodes van het FDR/FMLN. Bij hen geen enkel woord over de noodzaak van de proletarische partij die de anti-imperialistische strijd zou moeten leiden om die strijd zo ver mogelijk door te voeren (dwz, in het gunstigste geval uitmondend in de diktatuur van het proletariaat, met steun van de arme boeren).

De IKB wenst zelfs openlijk dat er een "vreedzaam einde" aan moge komen. Zij lijkt zich te verontschuldigen voor het gebruik van het geweld, door te zeggen dat "van nu af de bewapende tegenstand onvermijdelijk is geworden, gezien het fanatisme van de militairen om zelfs weldozen te vermoorden." De IKB juicht het zelfs toe dat de leden van de kerk oproepen tot de volksopstand, en dat de FDR "bijna geheel de oppositie omvat". Alsof dat niet er de garantie voor is dat de burgerlijke, kapitalistische orde gehandhaafd blijft! Nu zal het, volgens de trotskisten, afhangen van de internationale solidariteit wat er met El Salvador gebeurt, want, "een wanhoopsoffensief heeft geen nut doordat het zal eindigen met een bloedbad." (Maar wat is er daar dan op dit moment aan de hand? Eerst is de volksopstand uitgeroepen, en nu zijn de krachten van de FDR/FMLN gedwongen zich terug te trekken uit de grote steden, de strijdbare bevolking overlatend aan de genade van de militairen!) Behalve die internationale solidariteit -die de VS zou moeten verhinderen tussenbeide te komen: maar zoiets lukt zeker niet via de publieke opinie!- geeft de IKB nog een mogelijkheid om "vreedzaam te kunnen beëindigen": een kompromis (tussen bour-

+: te kanaliseren

geois!) tussen de FDR en de VS (men ziet de overeenkomst met Nicaragua!): de FDR moet erkenning krijgen, volgens de IKB. Nee, het is volkomen ijdel en illusoir op te roepen tot een boycot van de junta en op te roepen om de VS te verhinderen in te grijpen zonder zich te desolidariseren van zijn eigen bourgeoisie; zonder zich te los te maken van zijn eigen verdedigers van het kapitalistisch systeem en hun knechten, zoals de vakbondsleidingen! En de IKB noemt met name deze laatsten als krachten waarop een proletarische strijd zou moeten steunen.

Wat betreft de GML: ook zij begroet de breedte van de oppositie, en konstateert verder dat er zich binnen het FDR een grote groep marxisten-leninisten bevindt. De GML begroet met name de deelname van de middenklassen aan de FDR, en geeft uiteindelijk een typisch 'm-1' verklaring: men had het staatsapparaat van El Salvador moeten zuiveren van alle fascistten! Alsof een fascistische Staat niet net zo goed een vorm van het kapitalistisch regiem is als die heilige vorm van de parlementaire democratie!

De KAO tenslotte, durft openlijk te schrijven dat "de overwinning van het resoluut-socialistische sandinisme in Nicaragua fataal is geweest voor El Salvador, hoewel het ook gunstige effecten heeft gehad op de bevolking van El Salvador."!! Fataal, omdat de landen van het Andespakt nu niet meer hun steun wilden geven, zoals zij wel hadden gedaan aan het sandinisme. Ofwel: voor deze stalinisten zal het socialisme van boven af opgelegd worden, met de steun zelfs van kapitalistische landen, of er is helemaal geen sprake van socialisme!

=====

SOLIDARITEIT TEGEN DE REPRESSIE VAN DE BOURGEOISIE!

Nadat de gezamenlijke europese bourgeoisieën het edelmoedige maar vruchteloze verzet van de 'terroristen' van de RAF hadden onderdrukt en voltooid met de moord op de gevangenen in Stammheim, kunnen de overgebleven leden vandaag de dag niets anders meer in de strijd werpen, tegen de onmenselijke, vernietigende gevangenschapomstandigheden, dan hun eigen leven.

De westduitse bourgeoisie, en met haar met name de medeplichtige burgerij van Nederland, reageren, na zo vele jaren van volstrekt doodzwijgen, even cynisch als meedogenloos, door de laatste strijd der gevangenen te laten uitlopen op sterfgevallen. Het protest tegen de vernietigingsmethoden heeft tot doel de muur van stilte te doorbreken. Wij weten ons solidair met het moedige protest en verzet van delen van de jeugd in de BRD, Nederland en België, die de straat zijn opgegaan na het bericht van het eerste slachtoffer. Waarop bijvoorbeeld de belgische bourgeoisie niet anders heeft gereageerd dan door met enorme overmacht van de antiterrorisbrigade de enkele bezetters uit het Spiegelkantoor te halen! Solidariteit tegen de burgerlijke repressie!

MANIFEST VAN DE IKP

Op dit moment dat de verkiezingskampagne op volle toeren draait, besteden wij aandacht aan twee van de mystifikaties die het diepst geworteld zitten en die gepropageerd worden door het opportunisme: de hervorming van de burgerlijke Staat als voorwaarde voor de emancipatie van het proletariaat, en de mystifikatie van de "arbeidersregering".

De twee hoofdstukjes die wij hieronder publiceren, komen uit het 'Manifest' van de Internationale Kommunistische Partij (nederlandse vertaling verschijnt eind 1981), dat als titel heeft: VAN DE KRISIS VAN DE BURGERLIJKE MAATSCHAPPIJ NAAR DE KOMMUNISTISCHE WERELDREVOLUTIE.

===

DE BURGERLIJKE STAAT IS NIET OM TE DEMOKRATISEREN,
MAAR OM TE VERWOESTEN

Wat stelt toch het universele stemrecht voor, wanneer de macht van de multinationals zo groot is, dat zij de afgevaardigden en bloc en gehele partijen kunnen kopen? Wanneer zij er even gemakkelijk in slagen de ambtenaren en de legerofficieren aan zich te onderwerpen? Van welk belang zijn de parlementen geworden sinds de concentratie van het financieringskapitaal als effect heeft elke beslissingsmacht aan hen te ontnemen? En hen niet méér toestaat dan een puur decoratieve functie? Welke zin hebben in deze omstandigheden de verkiezingen, tot in het oneindige vermenigvuldigd: voor het parlement, de gemeenteraden en zelfs in de bedrijven, dan enkele sinecures te geven aan de gekozenen, wier rol het is, de belangen van hun kiezers met de voeten te treden en ze te doen geloven dat zij, dankzij dit systeem, invloed kunnen hebben op de loop van het kapitalisme en uiteindelijk dat kapitalisme kunnen temmen?

Het geweld van de sociale tegenstrijdigheden dat losbarst in de perifere kapitalistische landen, komt tegenwoordig in herinnering roepen hoezeer de geheiligde mechanismes zelf van de parlementaire democratie onmachtig zijn weersstand te bieden aan de geringste sociale schok: het leger neemt daar dan meteen het heft in handen, onder de steeds veelvuldiger samenwerking van de liberale, democratische en zogenaamde arbeiderspartijen.

In de oudste kapitalistische landen, de imperialistische landen van het Westen, heeft de actieve kollaboratie van machtige partijen, die de verzoeking van de klassebelangen op het oog hadden, het mogelijk gemaakt de democratische vorm van regeren tot het eind toe te volvoeren. Deze partijen, of zij nu ronduit kleinburgerlijk-democratisch zijn, of burgerlijke arbeiderspartijen vormen (dat wil zeggen: arbeiderspartijen door hun samenstelling en hun invloed, en burgerlijk door hun feitelijke politiek), wisselen de perioden van loyale oppositie in het parlement af met perioden van deelname aan de regering; terwijl zij zowel in het ene als in het andere geval de sterilisatie van de arbeidersstrijd en de versterking van de machine van de kapitalistische Staat nastreven. Zo kwam de onderdrukking van het "romantische" terrorisme, van het type van de Rode Brigades in Italië, eraan herinneren hoezeer deze partijen de Staat hielpen om bij het geringste teken van sociale opstand tegen de democratische orde in een handomdraai tot de legale uitzonderingstoestand over te gaan; zelfs al voordat de arbeidersklasse zich op grote schaal in beweging zet.

Deze kontrarevolutionaire vorm die de democratie is, die door de bourgeoisie slechts aangeprezen wordt om haar eigen overheersing te verbergen, dit formalisme zou de arbeidersklasse koste wat kost moeten verdedigen? En daarop zou zij moeten steunen om te strijden tegen de kapitalistische klasse?

Nadat in Spanje het franquisme met succes is opgevolgd

Bevrijd de gevangenen van Blida!

Intekening voor de verdediging van de veroordeelden van Blida: Wij roepen alle militanten, lezers en sympathisanten op, om hun actieve solidariteit te tonen met onze kameraden en kontakten die getroffen zijn door de burgerlijke onderdrukking in Algerije, door voor hen voor een bedrag in te tekenen.

Post- of bankcheques richten aan SARO, onder vermelding van "Solidarité Algérie". De zendingen adresseren aan: Editions Programme, 20 rue Jean Bouton, 75012 PARIS Frankrijk.

ONZE PUBLIKATIES WORDEN VERKOCHT BIJ DE VOLGENDE BOEKHANDELS:

-ATHENAEUM NIEUWSCENTRUM
Spuistraat 305
AMSTERDAM

-DE TRIBUNE
Brusselsestraat 78
MAASTRICHT

-DE VRIJE BOEKHANDEL
Veemarktstraat 40
BREDA

-VAN GENNEP
Binnenweg 131
ROTTERDAM

-DE UITBUYT
Churchillweg 1
WAGENINGEN

-DATABANK
Economische Hogeschool
TILBURG

-DE ROOIE RAT
Oude Gracht 65
UTRECHT

notre presse internationale

il programma comunista

programme communiste

le prolétaire

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM

Proletarier

EL PROGRAMA COMUNISTA

PROGRAMMA DE OUBA DE PENA OUBA
El Comunista

PROGRAMMA DE OUBA DE PENA OUBA
EL PROLETARIO

COMMUNIST PROGRAM

el-oumami

organo do parti comunista internacional

door de democratie, met de bedoeling de arbeidersstrijd in te dammen, ziet men nu niet hoe de braziliaanse en poolse bourgeoisieën op hun beurt aangetrokken worden door vormen van opening en van pluralisme?

"De moderne regering", zei het Manifest van 1848, "is slechts een komitee dat de gemeenschappelijke zaken van de kapitalistische klasse behartigt."

Hoe democratischer de Staat is, des te meer laat zij de krachten van de bourgeoisie vrij spel; des te meer valt zij in handen van de machtigste burgerlijke machten. Dat wil zeggen: een heel klein handjevol immens-grote financiële groeperingen, die zich er niet alleen toe beperken de arbeidersklasse uit te buiten, maar die elke dag grotere massa's boeren ruïneren, ja zelfs tot en met de grote massa der kapitalisten zelf, hoewel deze op de knieën ligt voor hun macht.

Hoe democratischer de Staat is, des te meer slaagt zij erin de proletariërs zelf te doen deelnemen aan haar beheer; des te meer gaat de arbeidersklasse gebukt onder ketenen, en des te meer is zij gehinderd in haar strijd tegen de kapitalistische klasse.

Hoe democratischer de Staat is, des te meer schijnt zij zich te verheffen boven de sociale klassen en de maatschappij in haar geheel; des te meer verplettert de Staat de arbeidersklasse in feite onder haar gewicht, en des te meer realiseert de Staat in feite de onpersoonlijke diktatuur van het kapitaal!

DE ONVOORWAARDELIJKE OPPOSITIE TEGEN ELKE BURGERLIJKE REGERING

De echte kommunistische taktiek heeft altijd bestaan in een totale oppositie tegen de gevestigde burgerlijke Staat, en dus tegen alle burgerlijke regeringen, in alle opeenvolgende fasen van de heerschappij van de bourgeoisie.

In de landen waar de regeringen van de burgerlijke linkerzijde in theorie nog wel democratische (dus: burgerlijke) hervormingen mogelijk kunnen maken, die voor het proletariaat van belang zijn, is de enige houding die vanuit het gezichtspunt van de voorbereiding op de revolutie van het proletariaat in te nemen valt: deze hervormingen, net als elke economische of politieke concessie, te ontrukken, door de strijd tegen de regering ter plekke. Deze onverzoenlijke taktiek is met temeer reden geboden in de landen met een vol kapitalisme en een verouderd imperialisme. Des te meer aangezien sinds het begin van deze eeuw de burgerlijke regeringen de gewoonte hebben, dankzij de deelname van reformistische partijen, zich te hullen in een arbeidersmasker. Die reformistische partijen hadden de bedoeling de arbeidersklasse de offers te doen aanvaarden, die geeist waren door de chaotische loop van het kapitaal.

De ergste vergissing zou zijn: deze partijen te beschouwen als de rechtervleugel van de arbeidersbeweging. Zij vormen in werkelijkheid de linkervleugel van de burgerij, en doen dienst als luitenanten van de bourgeoisie in de rangen van de arbeiders.

Ook al ontkent de kommunistische partij niet dat in bepaalde omstandigheden zulke regeringen eventueel ertoe gebracht kunnen worden om concessies te doen aan de arbeidersklasse, heeft zij de plicht die regeringen te dwingen, door een sterke proletarische druk, hun beloften om te zetten in daden. De kommunistische partij moet tegelijkertijd de arbeidersklasse leren, dat de concessies van deze regeringen niet bedoeld zijn om de beweging van de arbeidersklasse te bevorderen, maar, daarentegen, beogen de beste manier van funktionieren van de kapitalistische orde te verzekeren; en, in geval van crisis, de bourgeoisie het wezenlijke te garanderen, dwz de politieke macht, tegen de pogingen van het proletariaat om het juk van zich af te schudden.

Uit eigen vrije wil hebben dergelijke regeringen nooit bewegingsvrijheid gelaten aan het proletariaat, dan in die mate waarin het proletariaat zich in slaap liet sussen door hun concessies. Zozeer, dat het deze regeringen beschouwde als zijn eigen vertegenwoordigers en ze steunde.

Een lange historische ervaring, in het bijzonder het neerslaan van de Berlijnse opstand in januari 1919, heeft bewezen dat die regeringen in staat zijn met de meest beestachtige reactie te antwoorden op de eerste stormloop van de massa's tegen de instellingen van de burgerlijke, democratische Staat.

Er bestaat dus geen enkel zogenaamd overgangsregiem tussen de diktatuur van de bourgeoisie en de diktatuur van het proletariaat dat niet bestreden moet worden tot de laatste energie. De enig mogelijke arbeidersregering kan slechts ontstaan uit de viktorieuze arbeidersopstand, op de puinhopen van de machine van de kapitalistische Staat, op de basis van de diktatuur van het proletariaat.

=====

LEZERSBIJeenKOMST

Op 16 mei om 20.30 uur.
Plaats: Café de la Régence
12 Pl Fernand Cocq
BRUSSEL

Onderwerp: de presentatie van het manifest van de Internationale Kommunistische Partij: "VAN DE KRISIS VAN DE BURGERLIJKE MAATSCHAPPIJ NAAR DE KOMMUNISTISCHE WERELDREVOLUTIE".

Wij nodigen onze lezers uit deze bijeenkomst bij te wonen.

Ontruiming in Nijmegen

Zoals wij konden verwachten na de ontruimingen van de Prins Hendrikkade en de Grote Wetering in Amsterdam, heeft de regering ook in Nijmegen een enorme politie- en militaire macht gebruikt bij de ontruiming van de Piersonstraat. Enkele duizenden politieagenten, honderden marsechaussees, tanks, helikopters, soldaten. De regering rechtvaardigt deze macht door de krakers af te schilderen als misdadigers, die in het bezit zouden zijn van wapens als molotov-coctails en zelfs vuurwapens. Ook zou een grote politiemacht de kans op verwondingen bij haar verkleinen.

In ieder geval is het duidelijk dat de bourgeoisie voor geen enkel middel terugschrikt wanneer het gaat om het handhaven van de openbare orde (de Vondelstraat) of het recht van eigendom. Onder het kapitalistisch regiem is de woonruimte slechts een van de vormen waaronder de bourgeoisie winst uit de arbeidersklasse peurt. Bovendien, onder het kapitalisme is er nooit genoeg woonruimte voor allen die daaraan behoefte hebben; behalve natuurlijk voor de burgerij zelf.

Nu de ontwikkeling van de maatschappij de behoefte aan woonruimte nog scherper doet voelen, en nu vele woningen afgebroken worden, ten prooi aan de wet van de winst, opdat de bodem voortaan bijvoorbeeld kantoren draagt in plaats van de huizen, is de woningnood zeer groot, en zal ongetwijfeld nog toenemen. Met name is dat het geval onder de jeugd, die in vele gevallen ook gewoon het geld niet heeft om de hoge huren op te brengen. Wettelijk was er tot nu toe altijd nog officieel de mogelijkheid om te kraken (in tegenstelling tot de ons omringende landen). De nieuwe wet, zogenaamd om de leegstand tegen te gaan, maar in feite natuurlijk een anti-kraakwet, kreeg onlangs een meerderheid in de Tweede Kamer, met de steun met name van de PvdA, die de voorwendsels van de regering nakauwde. Dit toont de 'socialistische' partij al in haar ware gedaante: verdedigster van de openbare orde (Polak van Amsterdam is PvdA!), en eveneens als verdedigster van de huiseigenaren.

In feite geldt hetzelfde voor de CPN, ook al is deze partij al een tijdje bezig zich van de smetten uit het verleden te ontdoen. Want, voor de metro in Amsterdam moesten indertijd hoe dan ook de huizen in de Nieuwmarkt ontruimd en gesloopt worden, en de CPN, toen deel uitmakend van B&W, was toen onverzoenlijk en lijnrecht tegenover de krakers en bewoners van toen!

Haar 'veranderde' houding tegenover het kraken, en tegenover de jeugd die in verzet komt tegen de gevolgen van het kapitalisme, ging zelfs zover dat de Waarheid het toejuichte dat de krakers van de Vondelstraat de politie tot de aftocht dwongen! Hoe echt die 'veranderde' houding

is, toont wel heel duidelijk het hoofdredactionele commentaar in haar krant over de geweldsdaeden na de ontruiming van een pand aan de Prinsengracht in Amsterdam. De krakers en sympathisanten gooiden toen de ruiten in van de banken, terwijl zij ervoor zorgden dat de politie geen vat op hen kreeg. De CPN bekomentarieerde: "Vandalisme"! Een mooi smoesje om het terrein van een zogenaamde solidariteit met de jongeren die geen woonruimte hebben te verlaten! Daardoor heeft ook de CPN zich laten kennen: net als de PvdA, misschien zelfs meer, een fanatiek verdediger van de orde, de kapitalistische orde natuurlijk. De CPN heeft in feite al meer dan 50 jaar gekozen voor het handhaven en het verdedigen van het kapitalistisch systeem. Daarom is de CPN altijd uiterst "verantwoordelijk" tegenover de "provokaties" van de Staat. Daarom is zij zeer pacifistisch, weloverwogen het monopolie van het geweld overlatend aan de tegenstander van de arbeidersklasse. Zodoende moest de CPN vroeg of laat wel laten merken dat zij in feite de burgerlijke politiek ondersteunt. De enige kritiek die zij dan nog heeft op de Staat, is haar kritiek op de manier waarop de Staat optreedt. In Nijmegen dachten de krakers en hun sympathisanten dat zij zich op geweldloze manier te weer konden stellen tegen het geweld in actie (want dat is de Staat!). De CPN heeft zich zo verontwaardigd over het brute overheidsoptreden, dat zij met instemming de brief van een politieagent publiceerde, die het geweld van de overheid kwalificeerde als "fascistoïde". Wat de CPN dan dus wil, is een minder 'barbaarse' politie, een meer 'gedemokratiseerde' politie, meer ten dienste staand van de mensen: dat zou het beste ...kapitalisme van de wereld zijn!

De krakers die terecht afgeven op die pacifistische houding, en defaitistische houding, moeten zich met al hun kracht blijven verzetten tegen het kapitalisme. Het kapitalisme dat niet alleen verantwoordelijk is voor de woningnood, maar overal zijn slachtoffers maakt: door werkloosheid en het dalen van de lonen en uitkeringen wordt het steeds grotere delen van het proletariaat onmogelijk gemaakt een redelijk leven te leiden (en niet alleen de arbeidersklasse wordt steeds meer uitgeperst). Alle slachtoffers van de gevolgen van dat kapitalisme, en alle slachtoffers van de onderdrukking van de bourgeoisie (die elk teken van verzet tegen haar orde met groot vertoon van geweld de kop probeert in te drukken, zoals we gezien hebben) moeten gezamenlijk vechten tegen dit systeem, dat slechts leven verschaft aan een kleine groep uitbuiters, de burgerij, en dat ten koste van de levens-, werk- en woonomstandigheden van het proletariaat.

Bij die strijd hebben wij niets te verwachten van partijen als de PvdA of de CPN. Zij hebben hun marxistische oorsprongen al lang afgezworen. De een reformistisch sinds het begin van de eeuw; de ander stalinistisch sinds de jaren twintig. Beide kontrarevolutionair en de medeplichtige helpers van de bourgeoisie in de arbeidersrangen!